



7ÈME ÉDITION

RAPPORT

2026



INVESTIR
DANS UN **FUTUR DURABLE**
POUR UNE **AFRIQUE** QUI **GAGNE**

KOLWEZI
DU 20 - 22 MAI

Tenke Fungurume Mining produit le cuivre et le cobalt, des métaux vitaux pour la transition énergétique et les nouvelles technologies. TFM est respectueux des normes ESG, ce qui lui a valu sa certification Copper Mark. Le cuivre produit de TFM est désormais certifié LME sous le grade TFM-1. Contributeur majeur au Trésor public de la RDC avec 1 241,35 millions USD pour l'exercice 2025. Acteur majeur du développement communautaire. TFM est un investissement dans l'avenir de la RDC.



▶ **ENTREPRISE DE CLASSE
MONDIALE** ▶



SOMMAIRE

	MOT DE L'ORGANISATEUR	PAGE 5
01	LE KBM 2026 EN UN COUP D'OEIL	
	CHIFFRES CLÉS	PAGE 8-9
	DEAL ROOM	PAGE 10
	PROGRAMME	PAGE 12-13
02	LES IDÉES, LES DÉBATS & LES RECOMMANDATIONS	
	PANEL DE HAUT NIVEAU CONFÉRENCE	PAGE 16-19
	INTERVIEW S.E. M. MUKOKO SAMBA DANIEL	PAGE 20
	INTERVIEW S.E.Mme FIFI MASUKA SAINI	PAGE 21
	CORRIDOR DE LOBITO DISCUSSION STRATÉGIQUE	PAGE 22-25
	MINING CONNECT PETIT DÉJEUNER CONFÉRENCE	PAGE 24-25
	INTERVIEW M. NICOLAS GRÉGOIRE	PAGE 26
	INTERVIEW M. MALICK FALL	PAGE 27
	TRANSPORT TABLE RONDE	PAGE 28-30
	MINES CONNECT TABLE RONDE	PAGE 32-34
	INTERVIEW M. ÉRIC KALALA	PAGE 35
	MINES CONNECT PETIT DÉJEUNER CONFERENCE	PAGE 36-39
	INTERVIEW M. KASONGO BIN NASSOR	PAGE 40
	INTERVIEW PROF. DIEUDONNÉ LOUIS TAMBWE	PAGE 41
	ENERGY NEXT CONFÉRENCE	PAGE 42-44
	INTERVIEW Mme SORAYA AZIZ MOTO	PAGE 45
	BUSINESS & INVEST CONFÉRENCE	PAGE 46-47
	BUSINESS & INVEST MASTER CLASS	PAGE 48-49
	RH MASTER CLASS	PAGE 50-53
	JOB DAYS MASTER CLASS	PAGE 54-56
	INTERVIEW Mme SIVI MALUKISA	PAGE 57
	ATELIER EXPATMAN	PAGE 58-59
	INTERVIEW Mme NOËLLA COURSARIS MUSUNKA	PAGE 60
03	LE KBM EN ACTION	
	SUR LE TERRAIN	PAGE 62-63
	LES EXPOSANTS	PAGE 64-69
	AU COEUR DU KBM	PAGE 70-73
	LE TEMPS DES RENCONTRES	PAGE 74-75
	CEUX QUI FONT LE KBM	PAGE 76-79
	REMERCIEMENTS	PAGE 82



GECAMINES





SEPTIÈME ÉDITION DU KATANGA BUSINESS MEETING

Costas COURSARIS MUSUNKA

Fondateur du KBM

Voir le Katanga Business Meeting grandir d'année en année est une grande satisfaction, mais surtout une responsabilité. Depuis sa création, notre ambition a toujours été de faire du KBM un espace utile, capable de rapprocher les acteurs économiques, de créer des opportunités et de faire émerger des collaborations concrètes.

L'édition 2026 marque une nouvelle étape dans cette évolution. Le KBM a continué de gagner en ampleur et en maturité, avec une organisation renforcée et des investissements importants dans l'aménagement de la zone d'exposition, l'accueil des participants et l'ensemble du dispositif opérationnel. Cette montée en gamme répond à une volonté claire : offrir un environnement plus professionnel, plus fluide et mieux adapté aux ambitions de l'événement.

Nous avons également souhaité aller plus loin dans la qualité des échanges et dans les résultats qu'ils peuvent produire. Le lancement de la Deal Room illustre pleinement cette volonté. Pour la première fois, nous avons proposé un cadre dédié à des entreprises congolaises sélectionnées pour présenter directement leurs projets et leurs besoins de financement à des in-

vestisseurs. Cette initiative traduit ce que nous voulons construire pour l'avenir : un KBM qui ne se limite pas à connecter les personnes, mais qui contribue à rapprocher les projets, les capitaux et les compétences.

Cette progression n'aurait pas été possible sans la confiance et l'engagement de nombreux acteurs. Je tiens à remercier sincèrement la Province du Lualaba et Son Excellence Madame Fifi Masuka Saini, Gouverneure du Lualaba, pour leur soutien constant au KBM.

Je remercie également l'ensemble de nos partenaires, sponsors, exposants, intervenants et participants qui, par leur engagement, contribuent chaque année à faire grandir ce forum.

À mesure que le KBM grandit, notre objectif reste inchangé : créer un rendez-vous où les échanges ont du sens, où les opportunités deviennent concrètes et où chacun peut contribuer à construire une économie congolaise plus forte et plus dynamique.

Merci à toutes et à tous pour votre confiance.

Digital Services

Orange soutient la **digitalisation des mines** avec des solutions innovantes basées sur une connectivité intelligente de réseau privé mobile 4G pour :

- Plus de sécurité
- Plus de productivité
- Plus de durabilité



Email : ContactBusiness.rdc@orange.com
Appel : 1999



Business

01 | LE KBM 2026 EN UN COUP D'OEIL

KBM 2026

EN CHIFFRES



4210

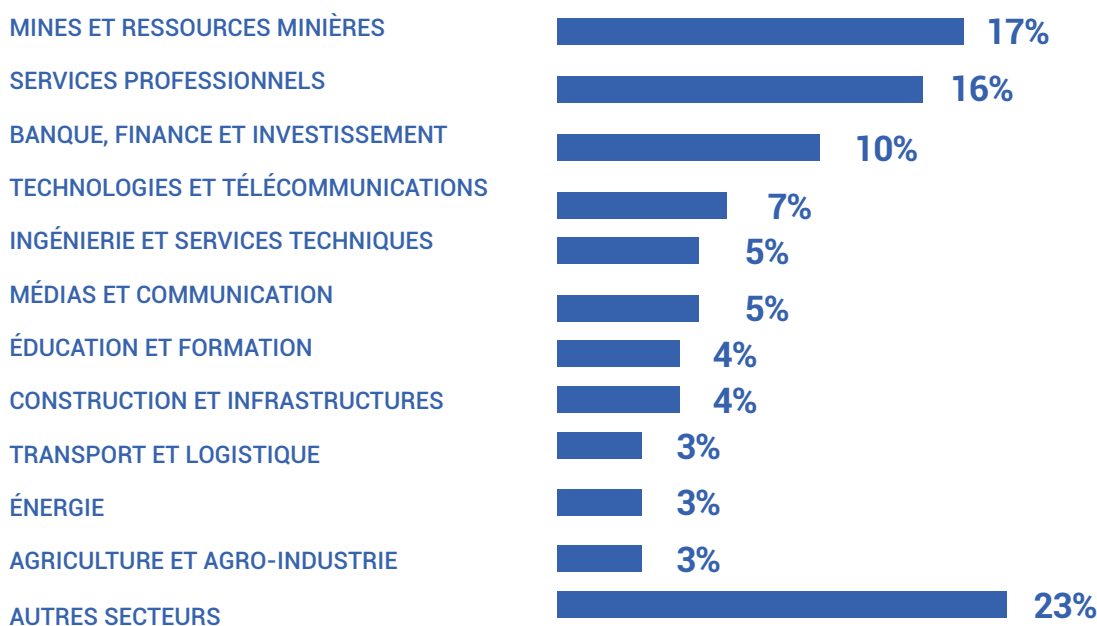
VISITEURS



700

PARTICIPANTS AUX
CONFÉRENCES &
TABLES RONDES

RÉPARTITION PAR SECTEURS DES PARTICIPANTS AU KBM 2026



311

DEMANDES
DE RENDE-VOUS
D'AFFAIRES



16

SESSIONS, CONFÉRENCES,
ATELIERS ET MASTER CLASS

LE KBM AU-DELÀ DES CONFÉRENCES



5

VISITES
DE SITES



2

DEAL
ROOMS



2

JOURNÉES JOB
DAYS



1

DÉJEUNER
DES DEALMAKERS



2

COCKTAILS
OFFICIELS



377

ENTREPRISES,
INSTITUTIONS &
ORGANISATIONS
REPRÉSENTÉES



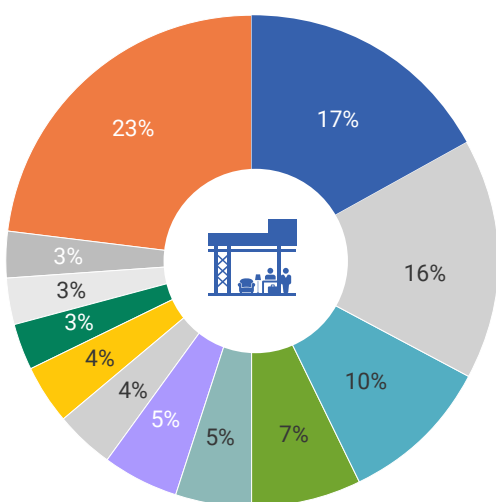
115

SPONSORS
& EXPOSANTS



+75

INTERVENANTS
& EXPERTS
MOBILISÉS

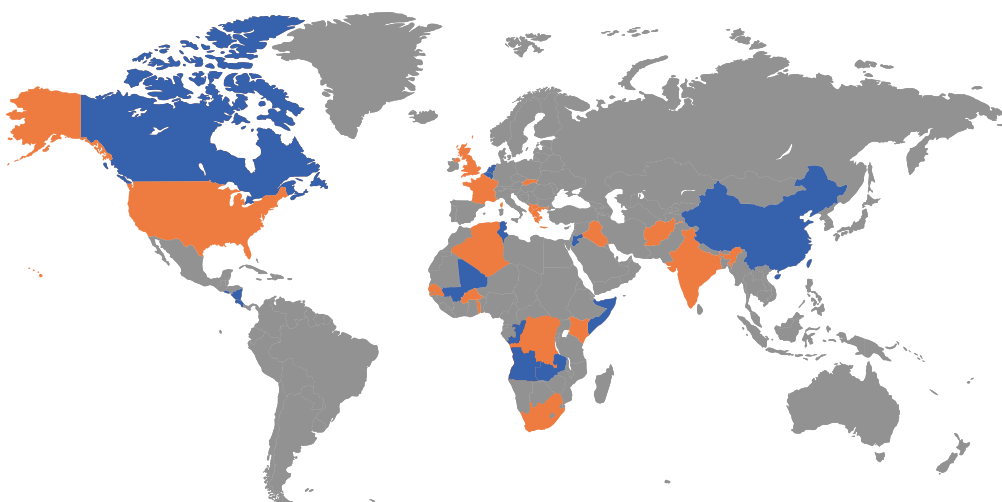


- 25% Direction et management
- 12% Direction générale et dirigeants
- 10% Institutions publiques et diplomatie
- 8% Commercial et développement d'affaires
- 7% Communication, marketing et médias
- 6% Juridique, ressources humaines et administration
- 5% Technique, ingénierie, mines et IT
- 3% Finance, banque et investissement



30

PAYS REPRÉSENTÉS





Pour sa 7^e édition, le KBM a lancé sa première Deal Room, pensée comme un prolongement concret de sa mission de mise en relation. L'ambition était de dépasser le networking traditionnel pour rapprocher directement des entreprises congolaises en recherche de financement et des investisseurs susceptibles de les accompagner dans leur développement.

Organisée en collaboration avec BDO RDC, le cabinet Daldewolf et la Trust Merchant Bank, la démarche a commencé plusieurs semaines avant le KBM par un processus de présélection et d'analyse des candidatures. Une première étape a permis d'évaluer la maturité des entreprises et la qualité de leur documentation. Les dossiers retenus ont ensuite été examinés au regard de quatre dimensions : le modèle économique et le potentiel du marché, la crédibilité des hypothèses et projections, la solidité financière, ainsi que la gouvernance et les risques d'exploitation.

À l'issue du processus de sélection, cinq entreprises congolaises ont été retenues pour présenter leur activité et leurs besoins de financement : Manitech Congo, El Family, Belej Consulting, Bridge Holding Consulting et La Trêve SARL. Cette sélection reflétait

volontairement une diversité de secteurs, allant de l'agro-industrie et des biens de consommation à la technologie, la digitalisation et aux services liés au secteur minier.

Face aux investisseurs, chaque entrepreneur disposait d'un temps limité pour présenter son activité, son parcours, ses performances, ses perspectives de croissance et surtout son besoin de financement et l'utilisation envisagée des fonds. Les échanges qui ont suivi les présentations ont permis d'aller plus loin sur des sujets déterminants pour une décision d'investissement : valorisation, rentabilité, gouvernance, taille du marché, risques, garanties ou encore structure du financement.

Cette première expérience a également mis en évidence un double enjeu : faciliter l'accès au financement des entreprises congolaises tout en renforçant leur structuration et leur préparation à l'investissement. La Deal Room pose ainsi les bases d'un dispositif que le KBM entend faire évoluer au-delà de l'événement, avec un accompagnement plus en amont et un suivi des mises en relation initiées à Kolwezi.



PROGRAMME

MERCREDI 20 MAI 2026

Sponsorisé par

09h30 - 16h30 | Visite site énergétique, minier, industrielle, logistique, financier

18h30 - 19h30 | **CEREMONIE D'OUVERTURE** | Assemblée Provinciale du Lualaba

19h30 - 21h00 | **COCKTAIL** | Assemblée Provinciale du Lualaba

Feu d'artifices offert par le Groupe Forrest International (GFI)

ERG AFRICA



raybank



JEUDI 21 MAI 2026

Sponsorisé par

09h00 - 18h00 | Ouverture de la Zone Expo

09h00 - 09h45 | **MASTERCLASS RH** | « Comment les entreprises engagent et transforment les talents en opportunités »

10h00 - 12h00 | **PANEL DE HAUT NIVEAU** | « Repenser l'investissement pour une croissance durable et une gouvernance performante en Afrique »



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

12h30 - 14h00 | **DÉJEUNER DES DEALMAKER**

13h30 - 15h00 | **ATELIER ENABEL** | « Investir dans le développement des compétences pour accélérer la croissance économique du Grand Katanga : cas du corridor de Lobito ».

Enabel



14h00 - 16h00 | **BUSINESS & INVEST** | Deal Room | « Rencontre entreprises & investisseurs : bâtir des partenariats stratégiques »

BDO



14h00 - 15h30 | **MINES CONNECT** | Table ronde à huis clos | « Le marché du cobalt congolais : diagnostic stratégique et perspectives de régulation »

KAMOTO
COPPER COMPANY S.A.

15h45 - 16h45 | **DEAL ROOM** | Ukamili

15h15 - 15h45 | **ATELIER ORANGE RDC** | « Réseaux Privés Mobiles 4G d'Orange, pour une mine plus sûre, performante et durable »

16h00 - 17h30 | **DISCUSSION STRATEGIQUE** | « Corridor de Lobito : accélérer la mise en oeuvre des engagements et des partenariats régionaux »

17h45 - 19h15 | **TRANSPORT CONNECT** | Table ronde à huis clos | « État des infrastructures routières — Corridor Sud | Interopérabilité, ports secs et postes frontaliers à arrêt unique sécurité sur les corridors et lutte contre les tracasseries routières »

16h00-17h30 | **KBM JOB DAYS** | Masterclass | « Make it Happen »



16h30 - 17h30 | **NETWORKING SESSION**

VENDREDI 22 MAI 2026

Sponsorisé par

09h00 - 10h30 | MINES CONNECT | Petit déjeuner conférence

Mot du sponsor : TIA

« Investir pour performer : bâtir une chaîne de valeur des minéraux stratégiques, compétitive et responsable »



11h15 - 12h00 | ATELIER EXPATMAN | « Séjour et travail des étrangers en République démocratique du Congo : cadre légal, responsabilités et risques »



11h00 - 12h30 | BUSINESS & INVEST | Conférence

Mot du sponsor : ORANGE

« Structurer des investissements bancables et sécurisés »



14h00 - 15h30 | ENERGY NEXT | Conférence | « Énergie et Partenariat Public-Privé : Maximiser l'impact, créer des synergies et partager la valeur »



14h00 - 15h30 | BUSINESS & INVEST | Master class | « Optimiser la performance des entreprises face aux nouvelles réformes fiscales et réglementaires en RDC »

15h45 - 16h30 | ATELIER FONAREV | « Comprendre le processus des réparations et l'impact de la redevance minière »

16h45 - 17h45 | CONFERENCE DE RESTITUTION & CLOTURE | Conférence

Conversation avec Noella MUSUNKA :

« Échange exclusif sur le leadership, l'engagement et l'impact en Afrique »

Panel de restitution

« De Kolwezi à l'Afrique : la RDC au cœur des alliances économiques et diplomatiques qui façonnent le futur du continent »

Discours de clôture :

Mot de clôture : S.E.Mme Fifi Masuka Saini | Gouverneure du Lualaba ;

18h00 - 21h30 | KBM MINING COCKTAIL - Cocktail de clôture





02 | LES IDÉES, LES DÉBATS & LES RECOMMANDATIONS

PANEL DE HAUT NIVEAU | CONFÉRENCE

« Repenser l'investissement pour une croissance durable et une gouvernance performante en Afrique »



MODÉRATEUR

PROF. JEAN-MARC KILOLO
Économiste

INTERVENANTS

S.E.M. MUKOKO SAMBA DANIEL
Vice Premier Ministre en charge
de l'Économie Nationale

S.E. MME FIFI MASUKA SAINI
Gouverneure du Lualaba

**MME. MARIE- CHANTAL
KANINDA**
Présidente de Glencore RDC

M. MALICK FALL
Directeur pays IFC

MME ANNEBEL OOSTHUIZEN
DG Kamoa Copper SA

M. PAUL JR. OBAMBI
DG Sapro Mayoko SA

“

Le KBM démontre ce que peut produire une véritable plateforme de dialogue. Le dialogue entre le secteur public et le secteur privé est un accélérateur de la croissance économique.

S.E.M Daniel Samba Mukoko

”

“

L'année prochaine, lorsque nous reviendrons, nous voulons pouvoir dire que les travaux ont commencé. Nous devons nous réunir afin de trouver, tous ensemble, les solutions nécessaires.

S.E.Mme Fifi Masuka Saini

”

ENJEUX IDENTIFIÉS

Les échanges du Haut Panel ont mis en évidence plusieurs défis majeurs qui conditionnent la capacité de la République démocratique du Congo à transformer son potentiel économique en croissance durable et en investissements structurants.

- ◆ Le déficit d'infrastructures de transport et de logistique, qui limite l'accès aux marchés et affecte la compétitivité des exportations congolaises ;
- ◆ La nécessité d'accélérer la transformation locale des ressources afin d'accroître la valeur ajoutée produite en RDC ;
- ◆ La faible intégration des PME congolaises dans les chaînes de valeur des grandes entreprises ;
- ◆ La dépendance aux importations, notamment alimentaires, malgré le potentiel agricole du pays ;
- ◆ La lenteur de certaines procédures administratives, fiscales et foncières qui affectent la mise en œuvre des investissements.
- ◆ L'insuffisance de l'offre énergétique pour accompagner le développement minier, industriel et économique du pays ;
- ◆ Les difficultés d'accès au financement pour les entreprises nationales et les projets structurants ;
- ◆ Le besoin de renforcer les compétences techniques, professionnelles et entrepreneuriales dans les secteurs créateurs d'emplois ;
- ◆ La nécessité d'améliorer la prévisibilité réglementaire, la sécurité juridique et l'environnement des affaires ;

RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Accélérer la mise en œuvre du Corridor du Lobito afin d'améliorer l'accès aux marchés internationaux, de réduire les délais logistiques et de renforcer la compétitivité des exportations congolaises.

Poursuivre le développement du Corridor de Banana et du couloir vert Kivu-Kinshasa afin de soutenir la diversification économique, l'intégration du territoire national et le développement de nouvelles filières exportatrices.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Gouvernement central, Angola, Zambie, opérateurs ferroviaires et logistiques, partenaires financiers.

Gouvernement central, partenaires techniques et financiers.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

État d'avancement des infrastructures ; évolution des volumes transportés ; réduction des délais logistiques.

Niveau d'avancement des projets ; investissements mobilisés.

PANEL DE HAUT NIVEAU | CONFÉRENCE

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Renforcer les capacités énergétiques du pays en accélérant les projets hydroélectriques, les interconnexions régionales et les investissements privés dans les énergies renouvelables, notamment le solaire.

Accélérer l'opérationnalisation de la Zone Économique Spéciale de Musompo afin d'attirer les industries de transformation et de renforcer la création de valeur locale autour des ressources stratégiques du pays.

Développer des mécanismes permettant de mobiliser une partie des ressources du système financier national, des fonds de pension et des fonds publics vers le financement des infrastructures et des projets industriels stratégiques.

Favoriser l'émergence de champions nationaux en renforçant les dispositifs de contenu local, l'accès au financement, les programmes d'accompagnement des PME et leur intégration dans les chaînes de valeur des grandes entreprises.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Gouvernement, SNEL, producteurs indépendants d'énergie, entreprises minières, investisseurs privés.

Gouvernement central, Province du Lualaba, AZES, investisseurs industriels.

Gouvernement, Banque Centrale du Congo, institutions financières, gestionnaires de fonds.

Gouvernement, ARSP, grandes entreprises, banques, PME.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

MW additionnels installés ou sécurisés ; nouveaux projets mis en service.

Niveau d'avancement de la ZES ; nombre d'entreprises installées ; investissements engagés ; emplois créés.

Nouveaux mécanismes de financement créés ; montants mobilisés.

Nombre de PME intégrées dans les chaînes de valeur ; volume de contrats attribués aux entreprises locales.



Renforcer les programmes de formation technique, professionnelle et entrepreneuriale dans les secteurs à fort potentiel de création d'emplois, notamment l'agriculture, la construction, le tourisme, l'industrie manufacturière et les services liés aux infrastructures.

Gouvernement, établissements d'enseignement, entreprises, partenaires au développement.

Nombre de nouveaux programmes de formation mis en place ; nombre de bénéficiaires formés ; taux d'insertion professionnelle.

Développer les filières agricoles prioritaires afin de réduire les importations alimentaires, de créer des emplois en milieu rural et d'améliorer la sécurité alimentaire du pays.

Gouvernement, investisseurs privés, institutions financières, partenaires techniques.

Superficies mises en valeur ; volumes produits ; investissements réalisés.

Encourager le développement de l'industrie de transformation locale des ressources minières, agricoles et industrielles afin d'accroître la valeur ajoutée produite sur le territoire national.

Gouvernement, secteur privé, investisseurs industriels.

Nombre de projets industriels lancés ; capacités de transformation installées.

Renforcer les mécanismes de dialogue public-privé afin d'améliorer la prévisibilité réglementaire, la stabilité fiscale et la confiance des investisseurs.

Gouvernement central, administrations concernées, agences de promotion des investissements.

Réformes engagées ; mécanismes de concertation mis en place.

Simplifier les procédures administratives, fiscales et foncières afin de réduire les coûts d'investissement et d'améliorer l'environnement des affaires.

Gouvernement central, administrations concernées, agences de promotion des investissements.

Procédures simplifiées ; évolution des délais administratifs.

Mettre en place des mécanismes efficaces de règlement des différends et d'arbitrage afin de renforcer la sécurité juridique des investissements.

Gouvernement, institutions judiciaires, secteur privé.

Mécanismes mis en place ou renforcés ; évolution des délais de règlement des différends.

CONCLUSION

Les recommandations issues du Haut Panel mettent en évidence les principales actions à engager pour améliorer la compétitivité de l'économie congolaise, soutenir la diversification des activités et favoriser la réalisation d'investissements structurants.

Leur mise en œuvre repose sur une collaboration renforcée entre les pouvoirs publics, le secteur privé, les institutions financières et les partenaires techniques et financiers.



S.E. M. MUKOKO SAMBA DANIEL

VICE PREMIER MINISTRE EN CHARGE
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

“ Passer de la loi à la réalisation concrète : industrialiser la RDC via la transformation locale et le corridor de Lobito ”

Excellence Monsieur le Vice Premier Ministre de l'Économie, que reprenez-vous du KBM, des panels auxquels vous avez participé et des échanges que vous avez eus avec les différents acteurs présents ?

Le KBM représente une plateforme essentielle de dialogue entre acteurs publics, privés et partenaires. Elle aborde des questions spécifiques au Lualaba, faisant de cette dynamique un atout majeur.

Le Lualaba est souvent présentée comme une province particulièrement dynamique. Comment l'État accompagne-t-il les provinces en fonction de leurs réalités économiques respectives, notamment celles qui sont moins avancées ?

Le gouvernement évite de favoriser une province au détriment d'une autre, conscient des diverses réalités économiques. Par exemple, lors de ma visite à Sankuru et Tshuapa, j'aborderai des thématiques agricoles, différentes de celles du Lualaba, axées sur l'exploitation minière.

Malgré ses importants besoins en infrastructures, la RDC reste relativement peu endettée par rapport à d'autres pays africains. Pourquoi le gouvernement ne recourt-il pas davantage à l'endettement pour financer son développement ?

Depuis l'effacement de la dette en 2010, une politique d'endettement prudente a été adoptée, ce qui a permis de maintenir une situation financière saine par rapport à d'autres pays africains. Notre niveau d'endettement est modéré (18-19%), nous laissant une marge de manœuvre. Bien que nous ayons eu un accès réussi aux marchés via un eurobond, il est crucial de ne pas s'endetter à la légère. Nous avons des ressources internes sous-exploitées et le cadre légal des partenariats public-privé offre d'autres solutions, rendant essentiel le partage des risques. De nombreux projets réalisés aujourd'hui sont le fruit de partenariats entre les secteurs public et privé. La prudence budgétaire reste donc nécessaire, même si elle ne doit jamais servir de prétexte pour retarder des infrastructures urgentes.

La RDC dispose désormais d'un cadre légal pour les partenariats public-privé. Pourquoi ne pas aller plus loin dans cette logique, notamment dans les infrastructures routières ? Plusieurs pays africains, comme la Côte d'Ivoire, ont largement ouvert ce secteur au privé avec des résultats visibles. Pourquoi ne pas s'inspirer davantage de ces modèles ?

Je vais vous répondre franchement : Nous hésitons encore à nous engager pleinement dans des modèles de partenariat. Par exemple, le corridor de Lobito a choisi un concessionnaire privé, tandis qu'en RDC, nous restons attachés à la SNCC (...)



Cliquez ou Scannez pour Voir
l'interview complète sur YouTube



S.E.Mme. FIFI MASUKA SAINI

GOVERNEURE DU LUALABA

“ Le Lualaba est en train de changer d'image, aujourd'hui, il s'impose comme la capitale mondiale du cobalt ”

Excellence Madame la Gouverneure, merci de nous accorder cet entretien lors de cette septième édition du KBM à Kolwezi. Le Lualaba est aujourd'hui considéré comme l'une des régions économiques les plus stratégiques de la RDC et même du continent. Quelle est votre vision à long terme pour cette province et son rôle dans l'économie congolaise ?

Le Lualaba n'est pas devenu stratégique aujourd'hui. Il l'a toujours été. Avant le découpage administratif en 26 provinces, il s'agissait déjà d'un territoire clé. Aujourd'hui, le Lualaba est une province riche en ressources naturelles, notamment en minerais critiques essentiels à l'économie mondiale. C'est une province d'avenir, non seulement pour la RDC, mais aussi pour le monde. Depuis 2015, nous avons engagé une dynamique de transformation progressive. Le Lualaba est en train de changer d'image : de simple territoire, il est devenu une province stratégique, et, aujourd'hui, il s'impose comme la capitale mondiale du cobalt. Nous accueillons également certaines des plus grandes entreprises minières mondiales. Par exemple, le projet Kamoakakula, lorsqu'il atteindra sa pleine capacité, deviendra l'un des principaux

producteurs de cuivre en Afrique. Le Lualaba est en train de s'affirmer comme un véritable pôle minier mondial. Avec les corridors logistiques en développement, notamment celui de Lobito, la province devient un nœud stratégique pour les échanges régionaux et internationaux. Elle constitue aujourd'hui le véritable poumon économique de la République démocratique du Congo, concentrant une part importante des ressources minières du pays.

Le Lualaba continue d'attirer d'importants investissements, notamment dans les mines et les infrastructures. Quelles sont vos priorités pour garantir que cette croissance profite également aux communautés locales et s'inscrive dans une logique de développement durable ?

Le cadre légal, notamment le Code minier, joue un rôle essentiel. Il prévoit un mécanisme de contribution des entreprises minières au développement des communautés locales, à travers des redevances et des fonds dédiés. C'est en grande partie ce dispositif qui permet aujourd'hui de financer de nombreux projets de développement visibles sur le terrain.

Notre ambition est désormais d'élargir cette dynamique à d'autres secteurs. Les investisseurs sont certes attirés par les ressources minières, mais nous voulons aussi développer l'agriculture, le tourisme et le sport (...)



◀ Cliquez ou Scannez pour Voir l'interview complète sur YouTube

CORRIDOR DE LOBITO | DISCUSSION STRATÉGIQUE

« Accélérer la mise en œuvre des engagements
et des partenariats régionaux »



MODÉRATEUR

PROF. JEAN-MARC KILOLO

Économiste

INTERVENANTS

S.E.M. MOÏSE MUKEPE KAHILU

Ministre Provincial des Infra. et TP, Urbanisme,
Habitat et Aménagement du Lualaba

S.E.M. KEOAGILE ATAMELANG

Vice-ministre des transports
et infrastructures du Botswana

M. AVELINO EUCLIDES DA SILVA CHIMBULO

Directeur de la Stratégie, de l'Innovation et du
Plan, ARCCLA, Angola

M. MALICK FALL

Directeur pays IFC

M. CHRISTOS IOANNOU

Directeur Ventes et Logistique, Kamoa Copper
SA

M. NICOLAS GREGOIR

Directeur des opérations, Lobito
Atlantic Railway

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Les échanges ont confirmé le rôle stratégique du Corridor de Lobito pour la RDC, l'Angola, la Zambie et l'intégration économique régionale. Déjà opérationnel entre Kolwezi et le port de Lobito, le corridor offre une solution complémentaire aux autres axes logistiques africains et présente un potentiel important pour le transport des produits miniers, le développement des échanges et la diversification économique.

Sa montée en puissance reste toutefois limitée par l'état des infrastructures ferroviaires en RDC, la longueur des procédures administratives et douanières, l'insuffisance des capacités de transport et le manque de coordination entre les initiatives nationales et régionales. Les intervenants ont ainsi insisté sur la nécessité d'une feuille de route commune et d'une mobilisation concertée des pouvoirs publics, du secteur privé et des partenaires financiers.

RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Élaborer une feuille de route commune entre la RDC, l'Angola et la Zambie afin de coordonner les investissements, les réformes et les différentes étapes de développement du Corridor du Lobito.

Harmoniser les procédures administratives, douanières et documentaires entre les pays concernés afin de réduire les délais de traitement et le temps de cycle des trains.

Accélérer la réhabilitation et la sécurisation de l'infrastructure ferroviaire sur le territoire congolais, notamment sur les axes reliant Dilolo, Kolwezi, Tenke et Sakanya.

Renforcer les capacités opérationnelles du corridor par l'acquisition de locomotives et de wagons supplémentaires ainsi que par l'amélioration des équipements ferroviaires et portuaires.

Favoriser les engagements commerciaux de long terme entre les opérateurs du corridor et les entreprises utilisatrices afin de renforcer la bancabilité des investissements.

Mettre en place une gouvernance intégrée du corridor permettant de coordonner les interventions institutionnelles, opérationnelles, commerciales et financières.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Gouvernements de la RDC, de l'Angola et de la Zambie, structures régionales de coordination.

Administrations douanières, ministères concernés, opérateurs ferroviaires, transitaires et entreprises utilisatrices.

Gouvernement central, SNCC, Province du Lualaba, opérateurs ferroviaires, partenaires financiers.

Opérateurs ferroviaires, autorités portuaires, investisseurs privés et institutions financières.

Entreprises minières et industrielles, opérateurs ferroviaires et logistiques, institutions financières.

Gouvernements concernés, agence de facilitation du transport, opérateurs, secteur privé et partenaires multilatéraux.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Feuille de route adoptée ; mécanisme de coordination opérationnel ; fréquence des réunions de suivi.

Réduction du délai de dédouanement ; réduction du temps de cycle ; nombre de procédures harmonisées ou numérisées.

Kilomètres de voies réhabilités ou sécurisés ; augmentation de la vitesse des trains ; réduction des interruptions de trafic.

Nombre de locomotives et de wagons supplémentaires ; capacité annuelle de transport ; évolution des volumes transportés.

Nombre de contrats de long terme conclus ; volumes annuels garantis ; financements mobilisés.

Structures de gouvernance mises en place ; décisions conjointes adoptées ; niveau de mise en œuvre des plans d'action.

CORRIDOR DE LOBITO | DISCUSSION STRATÉGIQUE

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Mobiliser les financements nécessaires à la réalisation des projets identifiés dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, de la logistique, de l'agriculture et de l'industrie.

Développer les infrastructures complémentaires indispensables au fonctionnement du corridor, notamment les routes, l'énergie, l'eau et les réseaux numériques.

Mettre à la disposition des investisseurs une plateforme commune regroupant les données économiques, démographiques, logistiques et sectorielles ainsi que les opportunités d'investissement liées au corridor.

Développer le Corridor du Lobito comme un corridor économique intégré, en soutenant les chaînes de valeur dans l'agriculture, l'agro-industrie, l'industrie, le tourisme et les services, au-delà du secteur minier.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Gouvernements, Banque mondiale, SFI, banques de développement, partenaires internationaux et investisseurs privés.

Gouvernement central, provinces, entreprises publiques, investisseurs et partenaires techniques.

Gouvernements concernés, structures de gestion du corridor et agences de promotion des investissements.

Gouvernements, provinces, investisseurs privés, entreprises locales et institutions financières.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Nombre de projets financés ; montants mobilisés ; investissements effectivement engagés.

Kilomètres de routes aménagés ; capacités énergétiques installées ; infrastructures hydrauliques et numériques mises en service.

Plateforme opérationnelle ; nombre de projets et d'opportunités répertoriés ; fréquentation et utilisation par les investisseurs.

Nombre de projets non miniers développés ; investissements mobilisés par secteur ; emplois créés.



RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES	PARTIES PRENANTES CONCERNÉES	INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027
Encourager la transformation locale des produits miniers et agricoles afin d'accroître la valeur ajoutée produite dans les pays traversés par le corridor.	Gouvernements, entreprises minières, producteurs agricoles et investisseurs industriels.	Capacités de transformation installées ; volumes de produits transformés localement ; nouvelles unités industrielles créées.
Intégrer les communautés situées le long du corridor dans les programmes de développement, notamment à travers la construction d'écoles, de centres de santé et d'infrastructures d'accès à l'eau et à l'énergie.	Gouvernements provinciaux et locaux, opérateurs du corridor, entreprises et partenaires au développement.	Nombre de communautés bénéficiaires ; infrastructures sociales réalisées ; emplois locaux créés.
Poursuivre les projets routiers structurants du Lualaba permettant de relier Kolwezi à Dilolo et à la frontière zambienne et d'améliorer la connexion des territoires au corridor.	Province du Lualaba, Gouvernement central, investisseurs et partenaires financiers.	Kilomètres de routes réhabilités ou construits ; ouvrages de franchissement réalisés ; territoires et communautés raccordés.

CONCLUSION

Les échanges ont montré que le Corridor du Lobito est désormais une réalité opérationnelle, mais que son développement doit encore être accéléré pour répondre à la croissance des besoins logistiques et économiques de la région.

Sa réussite reposera sur une coordination renforcée entre les pays concernés, l'amélioration des infrastructures et des procédures, ainsi que la mobilisation du secteur privé et des partenaires financiers. Le corridor pourra ainsi devenir non seulement un axe d'exportation, mais également un véritable levier d'intégration régionale, de diversification économique et de développement au bénéfice des populations.





NICOLAS GRÉGOIRE

CHIEF OPERATING OFFICER – LOBITO
ATLANTIC RAILWAY

“ Nous avons réalisé presque trois fois plus de volume que l'année précédente et nous prévoyons une croissance continue en 2026. ”

Pouvez-vous vous présenter et nous rappeler vos fonctions ?

Je m'appelle Nicolas Grégoire, je suis Chief Operating Officer de Lobito Atlantic Railway. Je suis basé à Lobito et j'ai la responsabilité opérationnelle de la logistique sur le corridor de Lobito, entre le port de Lobito et Kolwezi.

Vous expliquiez pendant le panel que le corridor de Lobito fonctionne bien. Quelle a été la progression entre 2024 et 2026 en termes de volumes ?

C'est effectivement notre deuxième participation consécutive au KBM, et il était important pour nous de montrer qu'il y a eu une réelle évolution depuis l'année dernière.

Nous avons présenté un plan lors de la précédente édition et, cette année, nous pouvons montrer une croissance significative des volumes. Nous avons réalisé presque trois fois plus de volume que l'année précédente et nous prévoyons également une croissance continue en 2026.

Pour accompagner cette progression, nous avons investi dans des locomotives, des wagons et dans les équipes de conduite. Nous avons

également renforcé les moyens mis à disposition en RDC, notamment avec davantage de locomotives pour la SNCC.

Les volumes augmentent donc régulièrement, tout en maintenant la sécurité des circulations ferroviaires et celle des cargaisons de nos clients.

Concrètement, quels volumes avez-vous réalisés ?

En 2024, qui était notre première année, nous avons réalisé environ 34 000 tonnes à l'export, avec plus ou moins le même volume à l'import.

En 2025, nous sommes passés à 104 000 tonnes à l'export.

En 2026, après quatre mois, nous étions déjà à environ 60 000 tonnes. Notre objectif est d'atteindre 250 000 tonnes à l'import et 250 000 tonnes à l'export, soit environ 500 000 tonnes de trafic international sur l'année.

Les volumes sont donc relativement équilibrés entre les deux sens ?

À peu près. Notre objectif était d'arriver à un train par jour dans chaque sens, ce qui représente une capacité d'environ 22 000 à 23 000 tonnes par mois dans chaque direction.

Aujourd'hui, nous transportons principalement du cuivre à l'export. Nous avons également transporté 65 wagons de cobalt, et les premiers wagons d'EGC sont arrivés au port de Lobito. C'est une bonne nouvelle (...)



Cliquez ou Scannez pour Voir
 l'interview complète sur YouTube



MALICK FALL

COUNTRY MANAGER DE L'IFC POUR
LA RDC

“ Le KBM nous permet
de mieux comprendre
les réalités du terrain et
d'identifier des projets
sur lesquels nous
pourrions travailler
ensemble ”

L'IFC joue un rôle important dans le soutien au développement du secteur privé dans les marchés émergents. Quelles sont, selon vous, les principales opportunités d'investissement et de développement en RDC au cours des prochaines années ?

Les opportunités d'investissement sont très nombreuses en RDC, notamment parce que plusieurs secteurs présentent encore d'importants déficits en infrastructures.

L'énergie en est un exemple majeur. Aujourd'hui, seulement 21 % de la population a accès à l'électricité, ce qui signifie qu'une très grande partie du pays reste encore à électrifier. Dans ce contexte, la Banque mondiale et l'IFC travaillent avec la Banque africaine de développement dans le cadre du programme M300 afin d'accélérer l'accès des populations à l'électricité.

Cela représente des opportunités considérables pour le secteur privé.

Il en va de même pour les télécommunications, où une large partie de la population n'a pas en-

core accès aux services Internet. Les besoins restent également importants dans le logement et l'agriculture.

Tous ces secteurs sont encore sous-développés et offrent de réelles perspectives aux investisseurs, d'autant plus que la RDC représente un marché de plus de 100 millions d'habitants.

Fort de votre expérience dans la gestion de grands projets et de partenariats, quelles qualités vous paraissent essentielles pour les jeunes professionnels qui souhaitent faire carrière dans la finance internationale ou le développement ?

L'IFC est une institution présente sur plusieurs continents et qui intervient dans de nombreux secteurs, ce qui offre des possibilités de carrière très diverses.

Mais au-delà des compétences techniques et de l'expertise dans son domaine, nous recherchons avant tout des personnes passionnées par le développement.

C'est essentiel, car notre mission est précisément de contribuer au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays où nous intervenons. Il faut donc avoir une véritable sensibilité à ces enjeux et comprendre l'impact que notre travail peut avoir sur les populations (...)



Cliquez ou Scannez pour Voir
l'interview complète sur YouTube

« Le corridor sud du Grand Katanga »

MODÉRATEUR

PROF. JEAN-MARC KILOLO
Économiste

INTERVENANTS

S.E.M. JEFFREY MASUKA SAINI
Ministre provincial des Transports, de l'Énergie, de l'Industrie, des hydrocarbures et du Tourisme

S.E.M. MOÏSE MUKEPE KAHILU
Ministre provincial chargé des Infrastructures, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire.

M. ÉRIC MONGA
Vice-président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC)

M. DIDIER MUKOMA
Administrateur de la FEC et président de la Commission Transport.

M. SIMON KASAMBAYI
Directeur provincial de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT) pour le Haut-Katanga et le Lualaba

M. NARCISSE PHAMBU NGEMBO
Directeur provincial de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) pour le Lualaba et le Haut-Lomami

M. PASCAL TCHELO
Directeur général de l'Agence pour la promotion des classes moyennes congolaises

M. JONATHAN NGOY
Directeur général de Bras Sécurité

M. TONY NGOY
Directeur financier de Bras Sécurité

M. HENRI MALI
Directeur général d'IBS

M. TRÉSOR MUHUMENU
Directeur des opérations d'ITM Groupe Afrique



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Les échanges ont souligné le rôle essentiel du Corridor Sud du Grand Katanga dans l'acheminement des marchandises, l'évacuation de la production minière et la connexion du Lualaba aux frontières régionales. Les participants ont salué les projets engagés, notamment la réhabilitation des axes routiers, la construction de voies de contournement autour de Kolwezi et le développement des liaisons vers Dilolo et Sakabinda.

La fluidité du transport reste toutefois affectée par la dégradation des routes, l'insuffisance de l'entretien préventif, la surcharge des poids lourds, la multiplication des péages et des points de contrôle ainsi que la lenteur des formalités frontalières. Les échanges ont également mis en évidence la nécessité d'améliorer la sécurité des transporteurs, la coordination entre le Lualaba et le Haut-Katanga et la participation des entreprises congolaises aux activités générées par le corridor.

RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Accélérer la réhabilitation, l'élargissement et la sécurisation des principaux axes du Corridor Sud, notamment la RN39, la liaison vers Kasumbalesa ainsi que les routes reliant Kolwezi à Dilolo et à Sakabinda.

Poursuivre la réalisation des voies de contournement afin de détourner les poids lourds des routes urbaines et de réduire la congestion ainsi que la dégradation de la voirie de Kolwezi.

Mettre en place un dispositif permanent d'entretien préventif permettant d'intervenir rapidement sur les dégradations avant qu'elles ne nécessitent des travaux plus importants et plus coûteux.

Renforcer le contrôle des charges à l'essieu et revoir les dispositions qui permettent des dépassements susceptibles d'accélérer la détérioration des routes.

Rationaliser et digitaliser les systèmes de péage, multiplier les voies de paiement sur les sites congestionnés et évaluer la cohérence entre les montants perçus et la qualité des routes.

Supprimer les barrières et points de contrôle illégaux, identifier clairement les agents habilités à intervenir et communiquer aux transporteurs la liste des contrôles légalement autorisés.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Gouvernement central, gouvernements provinciaux du Lualaba et du Haut-Katanga, ministère des Infrastructures et Travaux publics, ACGT, Office des routes, SOPECO pour la RN39 et autres sociétés concessionnaires concernées selon les axes routiers.

Gouvernement provincial du Lualaba, autorités urbaines et services techniques compétents.

Gouvernement central, gouvernements provinciaux, ministère des Infrastructures, ACGT, Office des routes, FONER, SOPECO pour la RN39 et autres sociétés concessionnaires concernées.

Gouvernement central, ministère des Infrastructures et Travaux publics, ministère des Transports, autorités législatives compétentes et services chargés du contrôle routier.

Gouvernement central, gouvernements provinciaux, ACGT, Direction provinciale des péages, SOPECO pour la RN39 et autres sociétés concessionnaires concernées.

Gouvernements provinciaux, ministère de l'Intérieur, Police nationale congolaise, services de contrôle compétents et autorités judiciaires.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Kilomètres de routes réhabilités ou élargis ; ouvrages réalisés ; évolution des temps de parcours.

Nombre de voies de contournement opérationnelles ; diminution du trafic des poids lourds en ville ; réduction des embouteillages.

Plan d'entretien adopté ; fréquence des interventions ; délai moyen de réparation ; kilomètres de routes entretenus.

Évolution de la réglementation ; nombre de contrôles effectués ; réduction du taux de surcharge ; diminution des dégradations liées aux poids lourds.

Nombre de péages digitalisés ; nombre de guichets fonctionnels ; temps moyen de passage ; évolution des files d'attente.

Nombre de barrières illégales supprimées ; publication officielle de la liste des postes de contrôle et des services autorisés à intervenir ; réduction des plaintes et des interpellations irrégulières.

TRANSPORT | TABLE RONDE

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Accélérer la mise en place de postes frontaliers à arrêt unique entre la RDC et la Zambie, avec des procédures, des infrastructures, des systèmes informatiques et des compétences harmonisés.

Renforcer la coordination entre le Gouvernement central, le Lualaba et le Haut-Katanga afin d'assurer une gestion cohérente des routes, des frontières, des flux de marchandises et des financements du corridor.

Améliorer la sécurité sur les axes du corridor à travers la sécurisation des parkings, l'éclairage des zones sensibles, la coopération entre les services publics et les sociétés privées de sécurité ainsi que le renforcement des escortes lorsque cela est nécessaire.

Favoriser la participation des transporteurs, des PME et des entreprises congolaises aux marchés liés au développement et à l'exploitation du corridor, en veillant aux emplois locaux et stables générés.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Gouvernements de la RDC et de la Zambie, ministères concernés, DGDA, services migratoires, administrations douanières et autorités chargées des infrastructures frontalières des deux pays.

Gouvernement central, gouvernements provinciaux du Lualaba et du Haut-Katanga, ACGT, DGDA et administrations publiques concernées.

Gouvernements provinciaux, ministère provincial des Transports, Police nationale congolaise, services publics de sécurité et sociétés privées de sécurité agréées.

Gouvernement central, gouvernements provinciaux, ARSP, Agence pour la promotion des classes moyennes congolaises, autorités contractantes, grandes entreprises et sociétés minières donneuses d'ordre.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Nombre de postes à arrêt unique opérationnels ; procédures harmonisées ; réduction du temps de passage aux frontières ; augmentation du nombre de véhicules traités.

Mécanisme de coordination mis en place ; réunions conjointes organisées ; décisions communes appliquées ; financements mobilisés.

Nombre de parkings sécurisés ; zones éclairées ; escortes organisées ; évolution du nombre d'incidents et d'attaques.

Part des contrats attribués aux entreprises congolaises ; volume de transport confié aux transporteurs locaux ; nombre d'emplois locaux créés.

CONCLUSION

La performance du Corridor Sud du Grand Katanga dépendra autant de la qualité des infrastructures que de la fluidité des péages, des contrôles et des passages frontaliers. Sa modernisation nécessitera une coordination renforcée entre les pouvoirs publics, les opérateurs économiques et les transporteurs, ainsi qu'une meilleure intégration des entreprises congolaises dans les activités générées par le corridor.



THE
COPPER
MARK

RESPONSIBLY
PRODUCED
COPPER

Tous les 33 critères du Copper Mark sont conformes

Marquant une production
responsable du Cuivre
et du Cobalt



Nos valeurs Our Values



Sécurité
Safety



Intégrité
Integrity



Ouverture
Openness



Responsabilité
Responsibility



Simplicité
Simplicity



Esprit d'entreprise
Entrepreneurialism

« Le marché du cobalt congolais : diagnostic stratégique et perspectives de régulation »

MODÉRATEUR

PROF. JEAN-MARC KILOLO
Économiste

INTERVENANTS

PROF. DIEUDONNÉ LOUIS TAMBWE
KASONG'A MWIMBA
Coordonnateur de la CTCPM

M. ERIC KALALA
DG EGC

M. KASSONGO BIN NASSOR
Président de la chambre des mines de la FEC

MME MARIE-CHANTAL KANINDA
Présidente de Glencore RDC

M. DAVRON VAKHABOV
CEO ERG Africa

M. JOHN WOTO
DGA, Tenke Fungurume Mining

M. NARCISSE PAMBU
Directeur provincial de la DGDA du Lualaba et Haut-Lomami

M. JOACHIM NZUZI
Directeur de Cabinet ERG Africa

M. GAETAN LUABEYA
DGA Kipushi Corporation



Les échanges ont porté sur la volatilité des prix, les évolutions technologiques des batteries et le rôle des quotas d'exportation. Les participants ont souligné que la régulation du marché devait s'inscrire dans une stratégie industrielle cohérente, soutenue par une fiscalité prévisible, une administration efficace, une traçabilité crédible et des partenariats répondant aux priorités nationales.

La perception internationale de la RDC a également été identifiée comme un enjeu économique majeur. Une image souvent négative ou incomplète du pays influence l'évaluation des risques par les investisseurs et les acheteurs et peut les conduire à privilégier des produits congolais transformés ailleurs. Les intervenants ont ainsi insisté sur la nécessité de mieux faire connaître les conditions de production, les normes appliquées, les réformes engagées et la vision industrielle portée par la RDC.

Le développement progressif d'un marché intérieur, notamment dans la mobilité électrique et le stockage d'énergie, a enfin été proposé afin de créer une demande locale et de soutenir l'émergence d'un écosystème industriel.

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Le panel a posé une question centrale : comment transformer la position minière dominante de la RDC dans le cobalt en développement industriel, en emplois et en création de valeur locale ?

Les intervenants ont souligné que la RDC reste principalement positionnée sur l'extraction et la première transformation du cobalt, tandis qu'une grande partie de la valeur ajoutée est créée à l'étranger, dans les étapes suivantes de la chaîne de valeur.

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Définir une stratégie nationale du cobalt précisant les segments de transformation à développer, les priorités d'investissement et les étapes de mise en œuvre.

Inscrire les quotas d'exportation dans une politique industrielle visant la transformation locale et l'investissement, au-delà du seul soutien aux prix.

Mettre en place une plateforme permanente de dialogue entre l'État et les opérateurs afin d'améliorer la conception et l'application des mesures de régulation.

Renforcer les dispositifs de traçabilité, de certification et de contrôle afin de distinguer les différentes sources de production et de démontrer leur conformité aux exigences des marchés.

Déployer une stratégie de communication et de diplomatie économique afin de mieux faire connaître les conditions de production du cobalt congolais, les normes appliquées, les réformes engagées et les ambitions industrielles de la RDC.

Instaurer une fiscalité stable et incitative, réduire les charges imprévues et harmoniser les contrôles afin d'encourager la transformation locale et les investissements industriels.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Gouvernement central, ministères des Mines, de l'Industrie et du Plan.

Gouvernement central, ministères des Mines et de l'Industrie, autorité chargée de la régulation du cobalt.

Ministère des Mines, autorité de régulation, organisations professionnelles et entreprises productrices.

Ministère des Mines, services de traçabilité et de contrôle, organismes de certification et entreprises productrices

Gouvernement central, ministères des Mines, des Affaires étrangères et de la Communication, représentations diplomatiques et services publics chargés de la promotion des investissements.

Gouvernement central, ministères des Finances, des Mines et de l'Industrie, administrations fiscales et services de contrôle.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Stratégie adoptée ; segments prioritaires identifiés ; feuille de route établie.

Objectifs industriels intégrés au dispositif de régulation ; mesures d'accompagnement adoptées ; investissements de transformation engagés.

Plateforme opérationnelle ; réunions tenues ; propositions concertées mises en œuvre.

Part de la production couverte par un dispositif de traçabilité ; contrôles réalisés ; certifications obtenues.

Stratégie de communication adoptée ; supports officiels publiés ; actions de diplomatie économique organisées ; partenariats directs engagés avec des investisseurs et des acheteurs internationaux.

Mesures incitatives adoptées ; prélèvements et contrôles harmonisés ; réduction des charges imprévues signalées.

MINES CONNECT | TABLE RONDE

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Former et mieux coordonner les administrations chargées d'appliquer les politiques minières, industrielles et fiscales afin d'assurer une mise en œuvre cohérente des réformes.

Développer progressivement un marché intérieur autour de projets adaptés aux besoins locaux, notamment les motos et tricycles électriques ainsi que les solutions de stockage d'énergie.

Négocier des partenariats intégrant des engagements concrets de transfert de technologies, de formation, d'investissement local et d'intégration des entreprises congolaises.

Structurer la réflexion stratégique à travers une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du secteur, afin d'éclairer les décisions publiques.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Ministères concernés, directions des administrations minières, industrielles et fiscales.

Ministères de l'Industrie, des Transports et de l'Énergie, entreprises porteuses de projets industriels.

Gouvernement central, ministères chargés des Mines, de l'Industrie et de la coopération internationale, entreprises signataires des partenariats.

Ministères des Mines, de l'Industrie et du Plan, services d'études et experts mandatés.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Agents formés ; procédures communes établies ; réduction des délais de traitement.

Projets pilotes lancés ; unités d'assemblage ou de production mises en service ; équipements commercialisés sur le marché local.

Accords comportant des engagements précis ; investissements réalisés ; programmes de transfert de technologies et de formation exécutés.

Analyse stratégique réalisée et actualisée ; priorités d'action définies ; recommandations intégrées aux décisions.

CONCLUSION

L'enjeu pour la RDC ne se limite pas à mieux vendre son cobalt, mais à en faire un levier d'industrialisation et de création d'emplois. Cette ambition suppose d'articuler la régulation du marché, la transformation locale et le développement des compétences dans une stratégie durable et concertée.





ÉRIC KALALA

DIRECTEUR GÉNÉRAL
D'EGC

“ Il ne s'agit pas uniquement de générer des recettes, mais également de créer davantage de valeur pour le pays et de permettre aux populations locales d'en bénéficier directement ”

Monsieur Éric Kalala, merci de nous accorder cet entretien à l'occasion du KBM. Comment se déroule cette édition pour vous ?

Très bien. Le KBM est une véritable opportunité de rencontrer différents acteurs, d'échanger et de travailler sur de futurs projets.

Comment la RDC peut-elle faire en sorte que les communautés locales, les entrepreneurs et les exploitants artisanaux bénéficient davantage de la chaîne de valeur des minerais stratégiques ?

C'est précisément l'une des missions confiées à EGC par le gouvernement de la RDC. Cette politique est mise en œuvre à travers l'ARECOMS, qui joue le rôle de régulateur, et EGC, une entreprise publique de la Gécamines chargée notamment de l'achat des minerais issus de l'exploitation artisanale.

Il ne s'agit donc pas uniquement de générer des recettes. L'objectif est également de créer davantage de valeur pour le pays et de permettre aux populations locales de bénéficier directement des revenus générés par cette activité.

Lorsqu'on parle de minerais stratégiques en RDC, il s'agit notamment du cobalt, du tantale et du germanium. Dans notre région, nous nous concentrons particulièrement sur le cobalt.

Les mesures mises en œuvre par le gouvernement contribuent à une meilleure valorisation de cette ressource. Cette création de valeur doit également bénéficier aux populations : une partie des recettes revient à l'État et une autre aux exploitants artisanaux.

Nous travaillons parallèlement à la mise en place de normes et de standards pour mieux encadrer l'activité minière artisanale. Il est essentiel de veiller à ce qu'aucun enfant ni aucune femme enceinte ne travaille dans les mines, mais aussi de garantir de meilleures conditions de travail aux exploitants.

Cela implique notamment le port d'équipements de protection et la réduction des risques liés à leur activité. Mais notre approche va plus loin : nous voulons également que les communautés locales puissent bénéficier d'infrastructures et de services essentiels, notamment dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la santé.

L'objectif est donc de mieux structurer l'exploitation artisanale, tout en faisant en sorte que les retombées de cette activité profitent davantage aux communautés locales.



◀ Cliquez ou Scannez pour Voir
l'interview complète sur YouTube

« Investir pour performer : bâtir une chaîne de valeur des minéraux stratégiques, compétitive et responsable »



MODÉRATEUR

PROF. JEAN-MARC KILOLO

Économiste

INTERVENANTS

M. KASSONGO BIN NASSOR

Président de la chambre des mines de la FEC

M. GAETAN LUABEYA

DGA Kipushi Corporation

MODÉRATRICE

MME. JOICE ETUTU

International journalist & strategic communications specialist

INTERVENANTS

M. DANIEL SAKA

Conseiller près la Direction Générale, Entreprise Générale du Cobalt

M. YANNICK MBIYA

DG Trust Merchant Bank

M. FREDERIC SESE

Commercial Partnerships chez Glencore Copper Africa

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Les deux panels ont porté sur les conditions nécessaires pour développer une chaîne de valeur minière compétitive et responsable en RDC. Les échanges ont souligné l'importance d'une stratégie claire de transformation locale, du développement des compétences et du soutien aux PME congolaises.

Les intervenants ont également insisté sur la stabilité du cadre réglementaire et fiscal, l'accès à une énergie fiable, la qualité des infrastructures et la disponibilité de financements adaptés. La formalisation de l'exploitation artisanale, la traçabilité et la certification ont été présentées comme des leviers essentiels pour renforcer la confiance dans les produits congolais.

Enfin, les discussions ont abordé l'assainissement du domaine minier, l'amélioration de la connaissance géologique et l'utilisation des quotas pour encourager la transformation locale. Les participants ont appelé à diversifier les activités économiques afin de préserver les emplois et les revenus dans les territoires miniers.

RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Définir une feuille de route de transformation locale précisant les minerais concernés, les produits visés, les débouchés et les étapes industrielles accessibles. Étudier l'utilisation des quotas et d'incitations ciblées pour favoriser cette progression.

Stabiliser le cadre réglementaire et fiscal, limiter les modifications imprévues et examiner l'adéquation des prélèvements aux réalités économiques des différentes filières minières.

Renforcer le dialogue permanent entre les pouvoirs publics et les opérateurs pour préparer les mesures de régulation, préciser leurs modalités d'application et résoudre les difficultés rencontrées.

Développer les infrastructures énergétiques et logistiques nécessaires à la transformation locale. Intégrer les besoins et les solutions d'approvisionnement en énergie dès les études de faisabilité, en mobilisant des opérateurs spécialisés.

Faciliter l'accès aux financements à long terme et aux équipements, notamment par des financements réunissant plusieurs banques, et accompagner la préparation de projets répondant aux critères des établissements financiers.

Soutenir des PME congolaises spécialisées dans la production de biens et la fourniture de services techniques à l'industrie, en associant accès aux marchés, financement et formation professionnelle.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Gouvernement central, ministères des Mines et de l'Industrie, autorité chargée de la régulation du cobalt.

Gouvernement central, ministères des Mines et des Finances, autorités provinciales et administrations chargées des prélèvements concernés.

Ministère des Mines, autorités de régulation, Chambre des mines de la FEC et entreprises concernées.

Ministères chargés de l'Énergie, des Infrastructures et des Transports, opérateurs énergétiques et logistiques, entreprises porteuses de projets et établissements financeurs.

Banques commerciales, institutions de financement du développement et entreprises porteuses de projets.

Ministères chargés de l'Industrie, des PME et de la Formation professionnelle, entreprises minières donneuses d'ordre, banques et organismes de formation.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Feuille de route adoptée ; débouchés identifiés ; mesures incitatives définies ; projets de transformation engagés.

Modifications publiées avec un délai de mise en application ; prélèvements clarifiés ; réduction des contestations liées aux charges imprévues.

Concertations organisées ; difficultés traitées ; décisions concertées mises en œuvre.

Projets disposant d'un plan d'approvisionnement énergétique ; capacités électriques mises en service ; réduction des interruptions ; infrastructures logistiques réalisées.

Montants mobilisés ; financements conjoints conclus ; projets et équipements financés.

PME productives accompagnées ; contrats obtenus ; biens fabriqués localement ; personnels formés et emplois qualifiés créés.

MINES CONNECT I PETIT DÉJEUNER CONFERENCE

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Accélérer la formalisation de l'exploitation artisanale, améliorer les pratiques de production et faciliter l'accès des coopératives aux services financiers, tout en accompagnant leur évolution vers la petite mine ou d'autres activités économiques.

Mettre en place en priorité une plateforme numérique nationale et interopérable de traçabilité et d'échange de données entre administrations, producteurs, coopératives, banques et acheteurs. Cette plateforme devra centraliser les informations, harmoniser les procédures, réduire les doublons et permettre un suivi fiable des flux avant le déploiement d'autres outils numériques.

Renforcer la confiance des acheteurs par des certifications indépendantes, une information transparente sur les pratiques de production et des échanges directs avec les sites miniers congolais.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Ministère des Mines, EGC pour le cobalt artisanal, SAEMAPE, coopératives minières et établissements financiers.

Gouvernement central, ministère des Mines, services publics de traçabilité et de contrôle, EGC, producteurs, coopératives, banques et opérateurs numériques.

Entreprises productrices, organismes de certification et partenaires commerciaux.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Coopératives intégrées aux circuits formels ; artisans ayant accès aux services financiers ; sites accompagnés ; projets de diversification engagés.

Plateforme conçue et opérationnelle ; acteurs enregistrés et connectés ; part des flux tracés ; données interopérables échangées ; diminution des doubles saisies et des coûts de suivi.

Sites certifiés ; actions correctives réalisées ; visites d'acheteurs organisées ; accords d'approvisionnement direct conclus.



RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES	PARTIES PRENANTES CONCERNÉES	INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027
Poursuivre l'assainissement du domaine minier dans le respect des procédures applicables afin de remettre à disposition les périmètres dont les droits ont été retirés et de favoriser de nouveaux projets.	Ministère des Mines et Cadastre minier.	Droits examinés ; procédures clôturées ; superficies remises à disposition ; nouveaux projets engagés.
Renforcer la connaissance géologique et les études techniques pour identifier les possibilités de valorisation des gisements polymétalliques et de leurs sous-produits.	Entreprises titulaires de droits miniers, services géologiques et organismes de recherche.	Études réalisées ; ressources complémentaires identifiées ; procédés évalués ; projets de valorisation développés.
Intégrer les communautés locales à la planification du développement et soutenir, autour des mines, des activités économiques capables de se maintenir après la fermeture des exploitations.	Autorités provinciales et locales, entreprises minières, structures de développement communautaire et entreprises porteuses de projets.	Plans élaborés avec les communautés ; activités économiques diversifiées ; entreprises disposant de débouchés hors de la mine ; emplois durables créés.

CONCLUSION

La compétitivité minière de la RDC dépendra de sa capacité à relier ressources, compétences, infrastructures, financement et débouchés industriels. Un cadre prévisible, une meilleure coordination des acteurs et l'intégration des entreprises et des communautés congolaises permettront de traduire le potentiel minier en activités productives et en emplois durables.





KASONGO BIN NASSOR

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE
DES MINES DE LA RDC

“ La véritable richesse du Congo ne réside pas uniquement dans ses mines. Elle réside avant tout dans ses habitants. ”

Du point de vue de la Chambre des Mines, comment la RDC peut-elle dépasser son rôle d'exportateur de matières premières pour devenir une véritable puissance industrielle et économique ?

Pour que la RDC puisse devenir une véritable puissance industrielle, elle doit avant tout disposer d'une vision claire, accompagnée des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'elle se fixe.

Dans le secteur minier, l'un des enjeux essentiels est la maîtrise de la chaîne de valeur, depuis l'extraction jusqu'à la commercialisation de produits à plus forte valeur ajoutée, voire de produits finis.

Cette transformation suppose également de renforcer la participation des producteurs locaux à chaque étape de la chaîne. L'objectif est que davantage de revenus générés par l'activité minière restent dans le pays et contribuent directement à son développement.

C'est à cette condition que la RDC pourra progressivement passer d'un modèle essentiellement fondé sur l'extraction et l'exportation à une véritable dynamique industrielle.

L'Quels partenariats ou quelles réformes vous paraissent les plus importants pour accompagner cette transition ?

NII est difficile d'identifier une seule réforme prioritaire. En revanche, un point me paraît fondamental : renforcer la crédibilité de la RDC auprès des investisseurs.

Cela passe par des politiques qui garantissent davantage de prévisibilité, de stabilité et de sécurité pour les investissements. Ce sont des conditions essentielles pour encourager les investisseurs à s'engager durablement dans le pays.

Le deuxième enjeu est celui de la compétitivité des opérateurs présents en RDC. Celle-ci est directement liée au climat des affaires et aux conditions offertes aux investisseurs pour développer leurs activités, investir davantage et générer plus de revenus dans le pays.

L'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la confiance constituent donc des leviers essentiels pour accompagner la transformation industrielle de la RDC.



◀ Cliquez ou Scannez pour Voir
l'interview complète sur YouTube



PROF. DIEUDONNÉ LOUIS TAMBWE

COORDONNATEUR DE LA CTCPM

“ Le premier conseil à la jeunesse est de connaître son pays, de comprendre les opportunités et de se former pour pouvoir les saisir. ”

À votre avis, pourquoi la RDC prend-elle une place de plus en plus importante dans les discussions mondiales autour des mines, de l'énergie et des investissements ?

L'intérêt croissant pour la RDC s'explique d'abord par son immense potentiel en substances minérales stratégiques, particulièrement dans le contexte actuel de transition énergétique et numérique à l'échelle mondiale.

De nombreux pays considèrent aujourd'hui la RDC comme un territoire incontournable, parce qu'elle possède des ressources devenues critiques pour les industries d'aujourd'hui et de demain.

Cet intérêt est également lié à une autre question : les investisseurs veulent savoir s'ils peuvent trouver en RDC des conditions favorables pour investir, obtenir un retour sur leur investissement et, en même temps, sécuriser des chaînes d'approvisionnement durables.

Dans les années à venir, la capacité des pays à accéder ou non à certaines substances minérales critiques jouera un rôle déterminant dans leur développement industriel et leur positionnement économique.

Quelle importance accordez-vous à la collaboration entre le gouvernement, les investisseurs et le secteur privé dans la construction d'une croissance durable, en RDC comme en Afrique ?

Le secteur minier est un secteur très capitalistique. Il demande des moyens financiers importants pour pouvoir s'installer durablement dans l'industrie extractive.

Lorsqu'un investisseur ou un opérateur arrive en RDC, il a donc besoin de savoir qu'il existe des règles claires qui lui permettent d'investir et de mener ses opérations dans de bonnes conditions.

De son côté, la RDC possède les ressources, mais elle a aussi besoin du secteur privé et, dans certains cas, de coopérations bilatérales pour pouvoir les exploiter. L'objectif est de développer l'activité minière tout en assurant une redistribution équitable des bénéfices.

Cela suppose un dialogue permanent entre les différentes parties. Ce dialogue doit notamment se traduire par une législation claire, lisible et prévisible.

Le gouvernement congolais a engagé ce travail depuis plusieurs années, notamment à travers la révision du Code minier en 2018 et de sa réglementation (...)



Cliquez ou Scannez pour Voir
l'interview complète sur YouTube

ENERGY NEXT I CONFÉRENCE

« Énergie et partenariats public-privé : maximiser l'impact, créer des synergies et partager la valeur »

MODÉRATRICE

MME AUDREY MBWINGA.

INTERVENANTS

MME SORAYA AZIZ MOTO

Directrice générale de l'Autorité de régulation du secteur de l'électricité (ARE)

M. ADRIEN FARIALA

Responsable de l'énergie d'ERG Africa

M. NDIMI BODIKA

Senior Project Manager chargé de l'électricité chez Ivanhoe Mines DRC



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

La conférence a souligné l'urgence de répondre au déficit énergétique qui freine l'activité minière, la transformation industrielle et l'accès des populations à l'électricité. Les échanges ont mis en évidence le rôle des entreprises minières comme acheteurs d'électricité et partenaires capables de faciliter le développement de projets, ainsi que la nécessité de mieux répartir les responsabilités et les risques entre pouvoirs publics, producteurs, gestionnaires de réseaux et consommateurs.

Les intervenants ont insisté sur la stabilité du cadre d'investissement, la clarté des procédures et le respect des engagements contractuels. La modernisation des infrastructures de transport et de distribution a été présentée comme une priorité complémentaire au développement de nouvelles

capacités de production. Les interconnexions régionales ont également été identifiées comme un moyen de diversifier les approvisionnements, de renforcer la stabilité du réseau et de développer les échanges d'électricité.

L'ARE a présenté son projet de cadastre énergétique numérique pour rapprocher l'offre et la demande et orienter les investissements. Les discussions ont aussi porté sur l'organisation d'un marché capable de dépasser les contrats conclus avec une seule mine. Si cet objectif est partagé, les modalités du dispatch énergétique restent à préciser, notamment son rôle technique et commercial, les garanties financières nécessaires et son articulation avec les institutions existantes.



RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Mettre en place un cadastre énergétique numérique réunissant les données sur les ressources, les infrastructures et les besoins actuels et futurs des mines, des autres industries, des PME et des ménages. Confirmer les besoins auprès des principaux consommateurs pour orienter les investissements.

Clarifier et simplifier les procédures d'investissement, en publiant les étapes, les délais et les coûts des autorisations et en développant le dépôt et le suivi des demandes en ligne.

Définir un partage clair des risques dans les partenariats énergétiques : stabilité du cadre public, réalisation et performance des installations, fiabilité du transport et engagements d'achat. Adapter la durée des contrats d'achat d'électricité à la durée de vie des mines et aux besoins de financement des projets.

Renforcer la sécurité des investissements par le respect des contrats et des mécanismes de règlement des différends clairs et accessibles, notamment entre opérateurs et entre fournisseurs et consommateurs.

Accélérer la réhabilitation et la mise en conformité des infrastructures de transport et de distribution, en coordonnant ces travaux avec les nouvelles capacités de production afin d'améliorer la desserte et de réduire les pertes.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

ARE, ministère de l'Énergie, ANSER, ministère des Mines, CAMI, opérateurs électriques et grands consommateurs pour la transmission des données.

Ministère de l'Énergie, ARE et administrations intervenant dans les autorisations.

Pouvoirs publics, producteurs indépendants, SNEL et autres gestionnaires de réseaux, entreprises acheteuses et financeurs.

ARE, parties contractantes et instances compétentes de règlement des différends.

SNEL, autres gestionnaires de réseaux, ARE pour le contrôle de conformité, partenaires techniques et financiers.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Cadastre accessible ; données actualisées ; besoins cartographiés et confirmés ; projets identifiés à partir de cette planification.

Procédures publiées ; démarches accessibles en ligne ; délais de traitement ; dossiers ayant abouti.

Répartition des risques formalisée ; contrats d'achat conclus ; garanties convenues ; projets ayant bouclé leur financement.

Procédures de recours accessibles ; différends traités ; délais de résolution ; décisions et engagements exécutés.

Ouvrages évalués et mis en conformité ; lignes et postes réhabilités ; réduction des pertes ; évolution de la fréquence et de la durée des coupures.

ENERGY NEXT I CONFÉRENCE

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Définir de manière concertée le modèle de dispatch et d'organisation du marché de l'électricité, en comparant les expériences régionales et en précisant les fonctions techniques, les modalités d'achat et de vente, les garanties de paiement et la répartition des responsabilités.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Ministère de l'Énergie, ARE, gestionnaires de réseaux, producteurs, grands consommateurs et experts des marchés électriques.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Modèles évalués ; consultations réalisées ; responsabilités clarifiées ; mécanismes de paiement définis ; dispositif pilote opérationnel.

Accélérer les interconnexions régionales, notamment avec l'Angola et la Zambie, et diversifier les voies d'acheminement afin de sécuriser les approvisionnements et de permettre des échanges selon les besoins et les capacités des différents réseaux.

Gouvernements et autorités énergétiques des pays concernés, gestionnaires de réseaux, développeurs de lignes et financeurs.

Études et accords finalisés ; lignes construites ou renforcées ; capacités d'échange disponibles ; amélioration de la stabilité du réseau.

Favoriser la réalisation rapide de projets de production adaptés à la demande, notamment hydroélectriques et solaires avec stockage, en mobilisant les compétences et les financements privés dans un cadre prévisible.

Ministère de l'Énergie, ARE, développeurs énergétiques, entreprises acheteuses et établissements financeurs.

Projets autorisés et financés ; capacités mises en service ; délais de réalisation ; énergie effectivement livrée.

Maintenir un dialogue technique régulier entre pouvoirs publics et secteur privé pour lever les blocages des projets, préparer les modalités d'application des réformes et coordonner le développement de la production et des réseaux.

Ministère de l'Énergie, ARE, SNEL, autres opérateurs électriques, FEC et Chambre des mines.

Réunions techniques tenues ; blocages résolus ; textes et procédures clarifiés ; projets ayant franchi une étape de réalisation.

CONCLUSION

La réponse au déficit énergétique repose sur une action coordonnée en matière de production, de réseaux et d'organisation du marché. Des partenariats aux responsabilités clairement définies, des investissements sécurisés et une meilleure connaissance de la demande permettront de soutenir l'industrialisation tout en élargissant l'accès à l'électricité.



SORAYA AZIZ MOTO

DG A.R.E

“ L'objectif est d'accélérer les investissements pour améliorer durablement l'accès à l'électricité ”

Pouvez-vous revenir sur votre parcours professionnel ?

Je m'appelle Soraya Aziz Motto, née Suleyman, et je suis directrice générale de l'Autorité de Régulation du secteur de l'Électricité (ARE), une fonction que j'occupe depuis deux mois. Avant de rejoindre l'ARE, j'ai travaillé pendant six ans à l'Agence Nationale d'Électrification Rurale (ANSER), où j'étais directrice de la communication et de la promotion des investissements. J'y ai développé une expertise approfondie dans le secteur de l'électricité, notamment en matière d'attraction des investissements.

Après avoir passé une dizaine d'années dans le secteur minier, en RDC et à l'international, au sein de grandes entreprises du secteur aurifère et cuprifère j'ai également évolué pendant près de cinq ans dans la société civile, dans un contexte particulier pour la RDC entre 2015 et 2020, marqué par les enjeux liés au respect de l'ordre constitutionnel et à l'engagement citoyen.

L'Autorité de Régulation du secteur de l'Électricité reste encore peu connue du grand public. Pouvez-vous nous expliquer son rôle et ses missions ?

L'ARE est née de la réforme du secteur de l'électricité engagée par la RDC à la suite de

la libéralisation du marché en 2014. À cette époque, le gouvernement a constaté que le monopole de la SNEL ne permettrait pas, à lui seul, d'assurer l'électrification de l'ensemble du territoire ni d'accompagner la croissance économique du pays.

La libéralisation du secteur a donc été décidée afin d'encourager l'arrivée de nouveaux investisseurs et opérateurs. Dans ce cadre, l'Autorité de régulation a été créée en 2016 pour encadrer cette ouverture du marché, garantir une concurrence saine et assurer la stabilité du secteur.

Parallèlement, l'Agence nationale d'électrification rurale a été mise en place afin de veiller à ce que les investissements ne se concentrent pas uniquement dans les zones les plus rentables. Son rôle est de promouvoir l'accès à l'électricité dans les zones rurales et les régions moins attractives pour les investisseurs privés. Les premiers dirigeants des institutions créées dans le cadre de cette réforme ont été nommés en 2020. Je suis aujourd'hui la deuxième directrice générale de l'ARE.

Ma prédécesseure a accompli un travail important de structuration de l'institution, notamment en mettant en place les procédures, les règlements et les premiers projets pilotes qui ont permis de lancer l'activité de l'agence. Depuis quelques mois, le secteur connaît une nouvelle dynamique impulsée par le gouvernement. Un nouveau ministre de l'énergie a été nommé, un nouveau directeur général dirige la SNEL, un nouveau secrétaire général est en fonction et plusieurs réformes sont en cours (...)



Cliquez ou Scannez pour Voir l'interview complète sur YouTube

« Structurer des investissements bancables et sécurisés »

MODÉRATEUR

M. PATRICK GAINGKO

Dirigeant d'Olive People, expert en gestion des ressources humaines et en gestion de projets.

INTERVENANTS

M. ÉRIC MBOMA

Administrateur d'Equity BCDC

MME ARLETTE MBOYO

Associée gérante d'Akili Consulting

M. TIDIANE GUINDO

Directeur B2B & Wholesale d'Orange RDC

M. BOB BONONGE

Directeur général de Cover Insurance Brokers



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

La session Business Invest, consacrée à la structuration d'investissements bancables et sécurisés, a réuni des professionnels de la banque, de l'assurance, du conseil et des télécommunications. À travers leurs expériences et des exemples concrets, les intervenants ont présenté les conditions permettant aux entrepreneurs de renforcer la crédibilité de leur entreprise, de maîtriser leurs risques et de préparer leur accès au financement.

Les échanges ont mis en évidence trois dimensions complémentaires : la crédibilité financière, la capacité opérationnelle et la confiance entre partenaires. L'accompagnement spécialisé, la formation et les outils numériques ont été présentés comme des moyens de consolider ces fondations et de soutenir la croissance des PME.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

1. La crédibilité financière : démontrer la solidité du projet

L'accès au financement commence par un projet clairement défini. L'entrepreneur doit connaître son marché, identifier ses clients et expliquer précisément l'utilisation des fonds recherchés. Une idée prometteuse ou la détention d'un titre minier ne suffisent pas : le dossier doit présenter des hypothèses réalistes, des débouchés et des prévisions de trésorerie cohérentes. Les intervenants ont encouragé les entrepreneurs à faire examiner leur business plan par des professionnels.

La comptabilité constitue également une base essentielle de confiance. Elle permet de documenter l'activité, d'évaluer la rentabilité et de démontrer la capacité de l'entreprise à tenir ses engagements. Les

échanges avec la salle ont particulièrement souligné la fragilité des entreprises dont l'activité repose sur la notoriété du dirigeant sans disposer d'informations financières fiables.

Enfin, le financement doit correspondre au stade de développement et aux besoins réels de l'entreprise. Les fonds propres, l'entrée d'investisseurs, les avances contractuelles et le crédit bancaire répondent à des situations différentes. Les discussions ont aussi fait ressortir le besoin de mécanismes de garantie et de capitaux à long terme pour accompagner les projets structurants.

2. La crédibilité opérationnelle : maîtriser ses risques et tenir ses engagements

Une entreprise crédible doit pouvoir démontrer qu'elle dispose des compétences, de l'organisation et des procédures nécessaires pour réaliser son projet. Cela suppose d'identifier ses risques financiers, humains, opérationnels, fiscaux et réglementaires, puis de prévoir des mesures adaptées. La qualité du management et la formation des équipes ont été présentées comme des conditions essentielles pour franchir les étapes de croissance.

L'assurance participe à cette sécurisation. Elle protège l'entreprise contre les conséquences de certains sinistres et peut renforcer la confiance des financeurs.

Les intervenants ont insisté sur la compréhension des garanties, des exclusions et des conditions d'indemnisation.

La digitalisation peut, quant à elle, simplifier la gestion et rendre l'activité plus lisible. L'enregistrement des ventes, des dépenses et des paiements permet de constituer progressivement un historique exploitable. Les solutions proposées doivent rester accessibles aux PME et intégrer la sécurité des données.

3. La crédibilité relationnelle : construire des partenariats durables

Le choix des associés et des partenaires engage l'avenir de l'entreprise. Les intervenants ont souligné l'importance de partager une vision et des valeurs communes, tout en clarifiant les responsabilités et les règles de décision. Ces éléments doivent être formalisés pour prévenir les désaccords et accompagner l'évolution de l'actionnariat.

L'entrée d'un investisseur implique également des engagements en matière de transparence, de gouvernance et de partage du pouvoir. L'entrepreneur

doit donc évaluer ce qu'il attend du partenariat et comprendre ses conséquences avant de s'engager.

La confiance se construit enfin dans la durée, par la qualité des informations transmises et le respect des engagements. Une coopération plus étroite entre banques, assureurs, cabinets de conseil et peut aider les PME à mieux se préparer et à accéder à des services adaptés.

À RETENIR POUR LES ENTREPRENEURS

- ◆ Clarifier son projet : quel marché, quels clients, quels besoins et quelle utilisation des fonds ?
- ◆ Documenter son activité : tenir une comptabilité fiable et suivre régulièrement sa trésorerie.
- ◆ Anticiper ses risques : vérifier ses obligations, ses procédures et ses couvertures d'assurance.
- ◆ Choisir ses partenaires avec soin : partager une vision et formaliser les règles de fonctionnement.
- ◆ S'entourer de compétences : solliciter des professionnels et former ses équipes.
- ◆ Financer une étape précise de développement : comprendre les engagements liés à chaque solution de financement.

« Optimiser la performance des entreprises face aux nouvelles réformes fiscales et réglementaires en RDC. »

MODÉRATEUR

M. HENRI DÉSIRÉ N'ZOUZI

Global Speaker, Consultant Média
& Diplomatie

INTERVENANTS

M. LOUISON KIYOMBO

DG KPMG



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

La République Démocratique du Congo a introduit une réforme majeure de l'impôt sur les revenus à travers la loi n°23/052 du 30 novembre 2023. Cette réforme vise principalement à élargir l'assiette fiscale, renforcer la transparence et aligner davantage le système fiscal congolais sur les standards internationaux. Elle impose aux contribuables une meilleure organisation des informations financières ainsi qu'un renforcement des obligations déclaratives.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

1. Contenu de la réforme

Pour les entreprises soumises à l'Impôt sur les Sociétés (IS), aucun changement fondamental n'a été introduit, même si certaines omissions dans la loi nécessitent des ajustements réglementaires. En revanche, la réforme modifie profondément le régime applicable aux personnes physiques.

La principale innovation est le passage d'un système cédulaire à un régime global de taxation des revenus. Les contribuables personnes physiques doivent désormais déclarer l'ensemble de leurs revenus, quelle qu'en soit l'origine. Cette évolution favorise une meilleure identification des revenus et une traçabilité accrue des opérations financières.

2. Obligations des personnes physiques et impacts pour les entreprises

Les personnes physiques sont désormais tenues de déclarer annuellement l'ensemble de leurs revenus et de conserver les justificatifs nécessaires pour répondre aux éventuels contrôles fiscaux. Elles doivent également s'assurer de l'exactitude des retenues à la source opérées par leurs employeurs.

Cette réforme concerne directement les entreprises, qui devront accompagner leurs salariés dans la compréhension et l'application des nouvelles obligations fiscales.

3. Stratégies d'optimisation fiscale

L'optimisation fiscale doit être distinguée de la fraude ou de l'évasion fiscale. Elle repose sur :

- ◆ L'identification exhaustive des revenus ;
- ◆ La maîtrise des textes fiscaux applicables ;
- ◆ La planification des contrôles fiscaux grâce à une documentation adéquate ;
- ◆ Le choix des modes de rémunération les plus appropriés selon les conséquences fiscales ;
- ◆ La réflexion sur le maintien ou l'adaptation des avantages en nature accordés aux employés.

4. Faiblesses identifiées de la réforme

Plusieurs défis susceptibles de limiter l'efficacité de la réforme ont été relevés :

- ◆ Une communication insuffisante auprès des contribuables ;
- ◆ Un recensement incomplet des personnes assujetties ;
- ◆ Le retard dans la digitalisation des administrations fiscales et non fiscales.

Pour y remédier, les intervenants recommandent :

- ◆ La poursuite de la digitalisation des systèmes ;
- ◆ Le renforcement des campagnes de sensibilisation ;
- ◆ Une implication accrue des professionnels de la fiscalité.

5. Recommandations aux entreprises

Les entreprises devraient :

- ◆ Fiabiliser et centraliser les données relatives aux rémunérations et revenus versés ;
- ◆ Adapter leurs politiques de rémunération aux nouvelles exigences fiscales ;
- ◆ Renforcer les procédures internes de traçabilité et de conservation des justificatifs ;
- ◆ Sensibiliser les salariés et dirigeants aux nouvelles obligations ;
- ◆ Mettre en place une veille fiscale régulière afin d'anticiper les évolutions réglementaires et réduire les risques de non-conformité.

CONCLUSION

Cette réforme marque une évolution importante du système fiscal congolais en privilégiant une approche globale des revenus des personnes physiques. Elle implique un changement significatif des pratiques de gestion fiscale tant pour les particuliers que pour les entreprises. Pour réussir cette transition, les organisations devront renforcer leurs processus internes, accompagner leurs collaborateurs et investir dans la conformité fiscale afin de limiter les risques et saisir les opportunités d'optimisation offertes par le nouveau cadre réglementaire.

« Comment les entreprises engagent et transforment les talents en opportunités »

INTERVENANTS

M. PATRICK GAINCKO
Fondateur d'Olive People,
expert international en
gestion des ressources
humaines et en gestion de
projets.



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Aujourd'hui les exigences de contenu local se font plus pressantes. Elles proviennent de toutes parts - gouvernements, investisseurs, communautés locales, acteurs de développement international, et d'autres parties prenantes. Elles s'ajoutent à une autre tension à laquelle font face les entreprises : le manque aigu de talents qualifiés à l'échelle locale et au-delà.

Dans ce contexte, la masterclass a proposé de faire avancer la réflexion au-delà du recrutement.

En s'appuyant sur les enseignements tirés d'un programme de mobilisation des grandes entreprises accompli en 2024-2026 en RDC, le constat présenté est que les entreprises minières sont surtout confrontées à un manque de talents opérationnellement prêts.

En d'autres termes, il s'agit moins d'un problème de disponibilité des candidats et plus d'un problème d'employabilité réelle.

L'enjeu consiste donc à transformer les talents et partenaires locaux en capacités fiables, durables, et pleinement intégrables aux opérations des entreprises.

Cette transformation exige d'agir bien en amont du recrutement, en réduisant la déconnection entre entreprises, universités, écoles techniques, centres d'excellence, fournisseurs, communautés locales, et autres acteurs de l'écosystème local.

Comment s'y prendre concrètement ?

La masterclass a présenté des mécanismes testés avec et validés par plusieurs grandes entreprises en RDC sur une période de 18 mois, parmi lesquels :

- ◆ Des stages conçus comme un système de qualification et de pré-recrutement
- ◆ La construction de la confiance durable entre secteur privé et secteur de la formation
- ◆ Une exposition supérieure des jeunes talents aux réalités opérationnelles et à la diversité des métiers dans l'entreprise.

En définitive, la masterclass a invité les entreprises à considérer le contenu local, non pas comme une série d'initiatives ponctuelles, mais comme une stratégie opérationnelle de construction de capacités.

L'objectif est de passer d'une logique de recherche de talents à une logique d'écosystème – moins coûteuse et plus efficace – où talents sont détectés tôt, puis préparés intensivement, ensuite intégrés durablement.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

1. Construire les compétences avant de recruter

Attendre que le besoin de compétences apparaisse pour seulement commencer à chercher de nouveaux collaborateurs s'avère être une approche qui limite les possibilités des entreprises.

Une approche plus efficace – celle qui donne accès aux capacités qui correspondent exactement au besoin, consiste à intervenir tôt dans le parcours des talents, notamment à travers des relations approfondies avec les écosystèmes de formation

(agences gouvernementales, universités, instituts, organisations de développement international).

Les stages peuvent servir de dispositif clé pour implémenter cette approche. Notre expérience en milieu industriel montre que lorsqu'ils sont structurés autour d'objectifs clairs, d'un encadrement multipartite, d'une évaluation des compétences acquises, alors les stages deviennent le meilleur instrument pour aboutir à deux résultats cruciaux :

- ◆ Un vivier de talents qualifiés sur lequel l'entreprise compte pour ses besoins à court et moyen terme
- ◆ Une qualification pratique, solide, et validée sur laquelle le talent peut compter pour son insertion quasi-immédiate dans le monde du travail.

2. Construire un écosystème de confiance, pas seulement un pipeline RH

La disponibilité des compétences ne suffit pas. La capacité du secteur de la formation à travailler durablement avec les entreprises dépend avant tout de la qualité de ses relations avec le secteur privé, des grandes entreprises aux PMI aux groupements professionnels.

Notre travail de connecteur secteur privé-secteur formation a mis en évidence combien un processus structuré de construction de la confiance est incontournable.

- ◆ Il commence par une cartographie des acteurs, des consultations
- ◆ Il donne une large place à un engagement progressif
- ◆ Il évolue vers une gestion des relations et la mise en œuvre de projets pilotes
- ◆ Enfin, il aboutit à des preuves concrètes de collaboration intersectorielle durable

En somme, une stratégie de contenu local performante repose autant sur le capital relationnel que sur les dispositifs de ressources humaines.

3. Exposer les talents à la réalité des opérations. Sans modération

Une grande entreprise minière typique offre une forte diversité de métiers, bien au-delà des fonctions traditionnellement associées directement à la mine.

Aux opérations minières (extraction, traitement, infrastructures), s'ajoutent les fonctions centrales (administration, finance, RH, juridique, etc.), les fonctions hygiène, santé, environnement, et

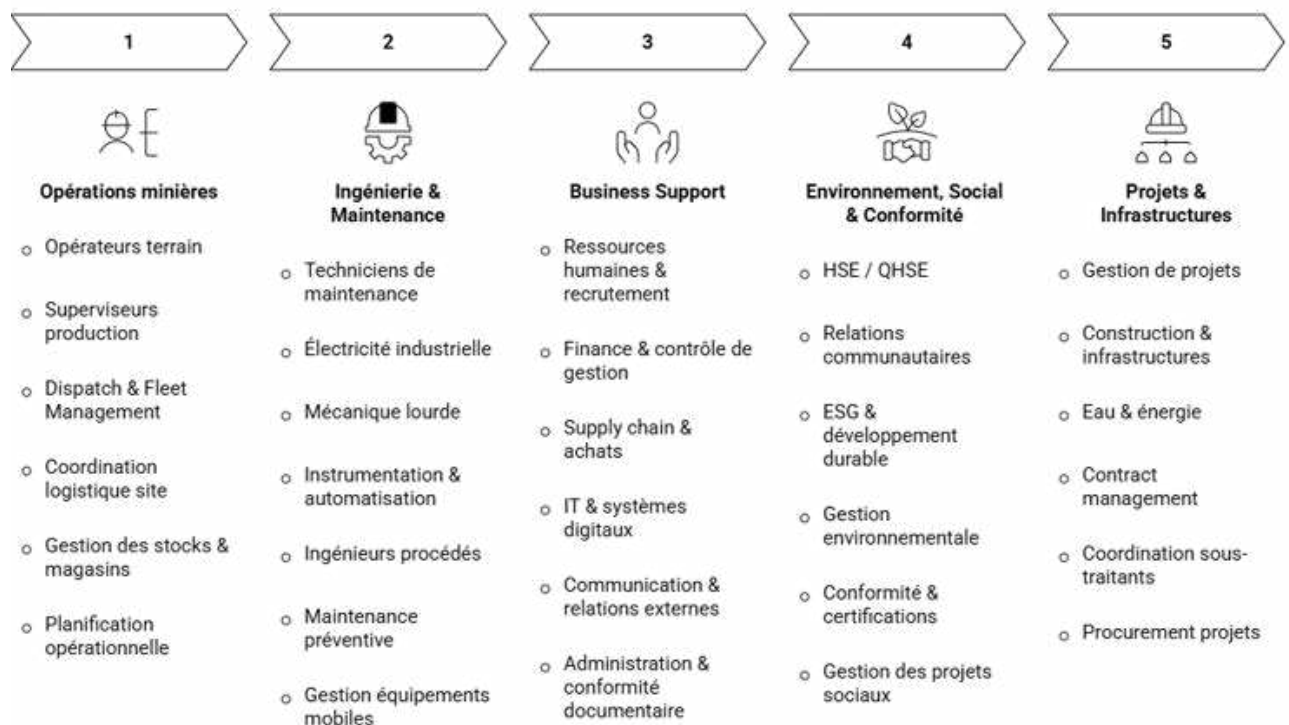
communauté (HSEC), les fonctions transport et logistique, ingénierie et technologie, maintenance, énergie ; et d'autres encore.

Le modèle présenté prévoit un parcours du talent dans l'entreprise par lequel il découvre différents métiers et professionnels, est exposé à une multitude d'environnements opérationnels, et ainsi comprend mieux les débouchés potentiels.

Ce modèle d'exposition à la profondeur de l'écosystème minier :

- ◈ Garantit une qualité de préparation opérationnelle du talent
- ◈ Elimine la perception réductrice du secteur minier (qui perdure encore) chez les jeunes.

Un modèle d'exposition opérationnelle



4. Évoluer des initiatives ponctuelles à un pipeline structuré

La masterclass a proposé quatre piliers pour structurer un pipeline de talents locaux performant : visibilité, préparation, exposition, et intégration.

- ◆ La visibilité consiste à ouvrir pleinement l'entreprise aux jeunes, ce qui permet de comprendre les opportunités ;
- ◆ La préparation développe les compétences techniques et les soft skills nécessaires ;
- ◆ L'exposition confronte les talents aux réalités (et au devenir) de l'entreprise ;
- ◆ L'intégration organise le passage vers l'emploi ou vers l'entrepreneuriat ou vers d'autres composantes de l'écosystème économique.

5. Le contenu local : un enjeu de performance, pas de responsabilité sociale.

De plus en plus, le nouveau paradigme qui s'établit est celui du contenu local articulé et structuré autour des besoins opérationnels de l'entreprise.

En d'autres termes, le contenu local relève de moins en moins de la conformité ou de la responsabilité sociale des entreprises.

Les résultats obtenus avec ce paradigme sont indiscutables : le recrutement de talents est solide, les fournisseurs sont soutenus, et l'intégration des talents est facilitée.

Les entreprises agissent à travers des systèmes de stages structurés, des viviers de talents partagés, des partenariats avec l'écosystème de formation en amont du recrutement, ou encore des plateformes dédiées à l'emploi, employabilité et aux partenariats.

Qu'est ce que ce paradigme implique : que le contenu local ne sera pas uniquement mesuré par le nombre de recrutements locaux créés, mais aussi par l'état de santé d'un écosystème local de compétences, de confiance, et de partenariats dont dépendent les opérations des entreprises.



« Make it happen : les clés pour concrétiser son projet entrepreneurial »

MOT D'INTRODUCTION

MME YVONNE CHIKA NABINTU

Fondatrice et dirigeante de Hodari, société spécialisée dans les ressources humaines et l'accompagnement juridique

INTERVENANTS

MME SIVI MALUKISSA

Entrepreneure industrielle, fondatrice et présidente de Manitech Congo, entreprise agroalimentaire Sasu



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Entrepreneure industrielle et fondatrice de Manitech Congo, Sivi Malukissa a partagé avec les participants ce que son parcours lui a appris : oser se lancer, composer avec les imprévus et faire grandir une entreprise au quotidien. Avec franchise et humour, elle a raconté ses débuts, ses difficultés et les solutions qu'elle a construites sur le terrain.

C'est tout l'esprit de cette masterclass Job Days : transmettre des compétences et des expériences, ouvrir la discussion et donner à chacun des clés pour avancer dans son propre projet. Introduite par Yvonne Chika Nabintu, fondatrice de Hodari, la rencontre a fait place aux conseils pratiques et aux questions des participants, avec une invitation commune : commencer avec ce que l'on a, continuer à apprendre et passer à l'action.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

1. Développer un état d'esprit tourné vers l'action

Considérer les difficultés comme des problèmes à résoudre et des occasions de se différencier constitue une première clé. Le récit de la création d'une usine, malgré des moyens limités et les doutes de l'entourage, a illustré l'importance d'une vision personnelle et de la persévérance.

Passer à l'action suppose aussi de prendre la responsabilité de son projet, sans attendre que toutes les conditions soient réunies ou qu'un soutien extérieur se présente. Cette autonomie n'exclut pas l'entraide : reconnaître la valeur du soutien reçu et accompagner d'autres personnes font également partie du parcours.

2. Adapter son projet aux réalités du terrain

La conduite d'une entreprise exige de confronter ses plans aux conditions réelles d'activité : disponibilité des matières premières, trésorerie, transport, organisation du travail et évolutions administratives. Les exemples tirés de l'agroalimentaire ont montré combien les difficultés d'approvisionnement ou une interruption de production peuvent fragiliser une activité.

Tirer les leçons des difficultés rencontrées, prévoir des solutions de remplacement et conserver une marge de manœuvre permettent de mieux faire face aux imprévus. Cette capacité d'adaptation repose sur une connaissance concrète de son environnement et une attention régulière aux signaux qui peuvent annoncer un problème.

3. Commencer petit et faire du client le moteur de la croissance

La recherche de financement ne doit pas absorber toute l'énergie de l'entrepreneur. L'expérience partagée a montré comment un recentrage sur les produits, le marketing et les ventes pouvait renforcer une activité et susciter l'intérêt de partenaires financiers.

La progression peut commencer avec les moyens disponibles : servir d'abord un nombre limité de clients, améliorer son offre, puis réinvestir les revenus pour élargir progressivement son activité. La qualité du produit, la satisfaction et la fidélisation des clients constituent ainsi des bases essentielles du développement.

Dans cette approche, la viabilité économique permet de soutenir durablement l'emploi et les contributions sociales de l'entreprise. Générer des revenus doit aller de pair avec le respect des personnes et de l'environnement.

4. Faire grandir ses compétences et structurer son entreprise

À mesure que l'entreprise se développe, sa gestion devient plus complexe. Une question a invité les participants à évaluer leur propre préparation : disposent-ils aujourd'hui des compétences nécessaires pour diriger l'entreprise qu'ils souhaitent construire demain ?

La formation du dirigeant doit s'accompagner de celle des équipes. Les opérations, la comptabilité, le commercial et le marketing doivent être organisés et coordonnés. Une attention régulière à la législation et aux obligations de l'entreprise fait également partie de cette maîtrise.

L'objectif est de bâtir une organisation qui puisse fonctionner même en l'absence du fondateur. Cela concerne les responsabilités internes, mais aussi la continuité des relations avec les fournisseurs, les transporteurs et les autres prestataires.

5. Cultiver la discipline et un entourage qui soutient le projet

La discipline et la constance dans le travail permettent de transformer une ambition en réalisations. Rester concentré sur ses priorités, développer ses compétences et préserver son autonomie économique sont autant de repères pour avancer dans la durée.

La qualité des relations occupe également une place importante. Dès l'ouverture, les participants ont été invités à faire connaissance, à échanger leurs coordonnées et à entretenir ces contacts après la masterclass. Un entourage qui soutient les ambitions et favorise l'apprentissage peut contribuer à la progression de chacun.

6. Prendre soin des équipes et des conditions de travail

Les questions du public ont ouvert la discussion sur la santé et la sécurité au travail, y compris dans une entreprise disposant de moyens limités. L'aménagement des postes, les équipements de protection, la formation et l'attention portée aux besoins quotidiens des salariés ont été évoqués comme des dimensions concrètes de la gestion des équipes.

Les échanges ont aussi abordé les pressions psychologiques vécues par les salariés et les dirigeants. L'attention aux conditions de travail doit faire partie du fonctionnement régulier de l'entreprise et contribuer à créer un environnement dans lequel les collaborateurs souhaitent rester.

À RETENIR POUR LES ENTREPRENEURS

- ◇ Passer à l'action : identifier une première étape réalisable avec les moyens disponibles.
- ◇ Observer le terrain : adapter son projet aux besoins des clients et aux contraintes concrètes de son activité.
- ◇ Commencer à petite échelle : améliorer son offre et réinvestir progressivement les revenus.
- ◇ Se former et former ses équipes : développer les compétences nécessaires à chaque étape de croissance.
- ◇ Organiser la continuité de l'activité : clarifier les responsabilités et prévoir des solutions face aux imprévus.
- ◇ Entretenir des relations constructives : cultiver les contacts, reconnaître les soutiens reçus et partager son expérience.
- ◇ Prendre soin des personnes : intégrer la santé, la sécurité et les conditions de travail dans la gestion de l'entreprise.





SIVI MALUKISA

FONDATRICE DE MANITECH
CONGO

“ Chez Manitech, nous recrutons davantage le potentiel que l'expérience ”

Le Katanga Business Meeting est souvent associé au secteur minier. Que représente pour vous la présence d'une entreprise agroalimentaire dans ce type d'événement ?

J'ai été très heureuse d'être invitée au KBM, qui est un événement important. Beaucoup de personnes l'associent naturellement au secteur minier, à l'industrie ou encore à la sous-traitance minière. Mais ce que l'on constate ici, c'est que le KBM prend en compte une diversité d'entreprises et de secteurs.

Pour nous, entrepreneurs de l'industrie congolaise, et de l'agroalimentaire en particulier, c'est une véritable opportunité de montrer que nous existons, parce que notre secteur n'est pas encore suffisamment visible ni mis en avant.

Cette ouverture est importante, car le développement économique du pays ne repose pas uniquement sur les mines. L'agroalimentaire, comme d'autres industries, a toute sa place dans ces échanges. On peut vivre sans téléphone, mais on ne peut pas vivre sans manger. L'alimentation est un besoin commun à tous.

Le fait que le KBM mette également en lumière ce type d'industrie permet donc de donner une visi-

bilité à des entreprises qui contribuent, elles aussi, à l'économie congolaise et à la création de valeur.

Où se situe Manitech dans la chaîne de valeur agroalimentaire ?

Aujourd'hui, nous nous positionnons principalement comme transformateurs, parce que je crois profondément à la prospérité partagée.

Nous avons réussi à construire une marque reconnue, qui porte haut les standards de qualité de la RDC. Mais derrière Manitech, il n'y a pas uniquement une unité de transformation. Il y a des agriculteurs, des femmes qui vendent les matières premières sur les marchés, des transporteurs et toute une diversité d'acteurs qui représentent la réalité de notre pays.

Lorsque j'ai commencé, je travaillais avec à peine 15 ou 20 kilos de certains produits. Aujourd'hui, nous travaillons à la tonne, avec pour l'essentiel les mêmes fournisseurs qu'à nos débuts. Leur activité a grandi avec la nôtre et leur quotidien a changé. C'est là que l'impact devient concret.

Si j'avais voulu concentrer toute la chaîne de valeur au sein de Manitech, nous n'aurions pas construit cette même histoire. Dès le départ, j'ai fait le choix de n'occuper qu'une partie de cette chaîne pour permettre à d'autres Congolais d'y trouver également leur place et d'en bénéficier (...)



◀ Cliquez ou Scannez pour Voir
l'interview complète sur YouTube

« Séjour et travail des étrangers en République démocratique du Congo Cadre légal responsabilités et risques »

FACILITATEUR

M. BONHEUR NTAMBWE

INTERVENANTS

S.E.M. FERDINAND MASSAMBA WA MASSAMBA

Ministre national de l'Emploi et du Travail

M. FANON BEYA NGOMBE

Directeur général de l'Office national de l'emploi (ONEM)

M. PADOU KASELA

Directeur provincial de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) au Lualaba

M. JEAN-PIERRE THUMBA TABU

Gérant statutaire d'Expatman SARLU



SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Organisé par Expatman SARLU dans le cadre de la 7^e édition du Katanga Business Meeting, l'atelier a porté sur le cadre légal applicable au séjour et au travail des étrangers en RDC. Les échanges ont rappelé les obligations des entreprises en matière de permis de travail, de quotas, de justification du recours à l'expertise étrangère et de respect des procédures administratives.

Les participants ont insisté sur la nécessité de concilier l'accueil des compétences internationales avec la protection de l'emploi national. Le transfert effectif des compétences, l'insertion professionnelle des jeunes Congolais, le renforcement des contrôles et le dialogue entre les pouvoirs publics et le secteur privé ont été identifiés comme les principales priorités.

RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Renforcer l'application de la réglementation relative à l'emploi des étrangers afin de garantir le respect des procédures administratives, des autorisations préalables et des quotas légaux.

PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

Ministère de l'Emploi et du Travail, CNEE, ONEM, Inspection générale du travail, services provinciaux compétents et entreprises.

INDICATEURS DE SUIVI KBM 2027

Entreprises contrôlées ; dossiers régularisés ; permis délivrés ou renouvelés ; respect des quotas.

Mettre en place des mécanismes effectifs de transfert des compétences, notamment par le mentorat, la formation continue et l'élaboration de plans de succession.

Entreprises employant des expatriés, ministère de l'Emploi et du Travail, ONEM, INPP et organismes de formation.

Plans de transfert adoptés ; travailleurs congolais formés ; responsabilités transférées.

Accorder la priorité à l'emploi des Congolais en rapprochant les besoins des entreprises des compétences disponibles sur le marché national du travail.

ONEM, entreprises, organisations professionnelles, établissements d'enseignement et organismes de formation.

Offres transmises à l'ONEM ; candidats congolais placés ; postes pourvus par des nationaux.

Renforcer la collaboration entre les institutions publiques et le secteur privé afin d'harmoniser les politiques de recrutement et de mieux répondre aux besoins réels de l'économie.

Ministère de l'Emploi et du Travail, ONEM, CNEE, Inspection générale du travail, FEC et entreprises.

Concertations organisées ; procédures clarifiées ; mesures concertées mises en œuvre.

Développer des dispositifs d'intégration professionnelle des jeunes diplômés, notamment les stages encadrés, l'apprentissage et l'appui au premier emploi.

Ministères chargés de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Enseignement, ONEM, INPP, entreprises et établissements de formation.

Programmes créés ; jeunes accueillis ; premiers emplois conclus ; taux d'insertion.

Renforcer les capacités des services de contrôle et la coordination entre les institutions afin d'assurer un suivi transparent des entreprises et de lutter contre le travail irrégulier.

Inspection générale du travail, ONEM, CNEE, Direction générale de migration, services provinciaux et ministère de l'Emploi et du Travail.

Contrôles réalisés ; échanges d'informations ; infractions traitées ; situations irrégulières réduites.

Encourager les entreprises employant une main-d'œuvre étrangère à adopter des pratiques éthiques et responsables favorisant l'intégration sociale et le respect des droits des travailleurs.

Entreprises, organisations patronales, Inspection générale du travail et représentants des travailleurs.

Politiques internes adoptées ; plaintes traitées ; conditions de travail évaluées ; actions correctives.

CONCLUSION

L'atelier a souligné la nécessité de concilier l'accueil des compétences étrangères avec la protection de l'emploi national, grâce au respect de la réglementation, au dialogue public-privé et au transfert effectif des compétences.



NOËLLA COURSARIS MUSUNKA

FONDATRICE ET CEO
DE MALAIKA

“ La véritable richesse du Congo ne réside pas uniquement dans ses mines. Elle réside avant tout dans ses habitants. ”

Près de vingt ans après la création de Malaika, quel regard portez-vous aujourd'hui sur le chemin parcouru ?

Lorsque je regarde le chemin parcouru, je suis très émue. Le défi était immense au départ, mais aujourd'hui, ce qui me rend particulièrement fière, c'est de voir les filles qui sont arrivées à Malaika à cinq ans terminer leurs études secondaires, puis poursuivre leur parcours à l'université.

C'est là que l'on mesure véritablement l'impact : lorsque l'on accompagne une enfant pendant toutes ces années et que l'on voit ce qu'elle devient.

L'un des grands thèmes du KBM est l'avenir de l'emploi et des talents locaux. Préparons-nous suffisamment les jeunes aux métiers de demain ?

Nous devons aller beaucoup plus vite. Avec l'intelligence artificielle et les nouvelles technologies, le monde du travail évolue extrêmement rapidement.

L'Afrique possède une population très jeune. Il faut donc lui donner les compétences nécessaires pour les métiers qui arrivent, sans penser que tout le monde travaillera dans les mines ou dans la politique.

Nous devons préparer les jeunes aux nouvelles technologies, mais aussi continuer à valoriser les métiers techniques. Nous aurons toujours besoin de plombiers, de mécaniciens, de techniciens et d'ingénieurs. L'enjeu est de leur donner les compétences nécessaires pour évoluer avec les transformations du marché du travail.

Malaika approchera bientôt de ses vingt ans. Quelle est votre ambition pour les prochaines années ?

Ma priorité est la pérennité.

Nous travaillons notamment à la création d'un fonds qui permettra aux filles de poursuivre leurs études supérieures et leur carrière professionnelle, mais aussi à faire en sorte que Malaika puisse continuer à fonctionner durablement, indépendamment des personnes qui la dirigent aujourd'hui.

Je souhaite également que d'autres organisations puissent utiliser notre expérience et nos outils pour reproduire ce que nous avons construit.

Créer un tel modèle est difficile, notamment parce que lever des fonds reste un véritable défi. Mais je suis fière que nous ayons réussi à attirer des partenaires internationaux et surtout à faire connaître une communauté comme Kalebuka bien au-delà de la RDC (...)



◀ Cliquez ou Scannez pour Voir
l'interview complète sur YouTube

03 | LE KBM EN ACTION



Visite du site de Mutanda Mining (MUMI)

La visite de Mutanda Mining (MUMI) a offert aux participants une immersion au cœur d'un des plus importants projets miniers de la République démocratique du Congo. À travers un parcours guidé des installations, ils ont pu observer les différentes étapes de la chaîne de production du cuivre et du cobalt, ainsi que les innovations technologiques mises en œuvre pour optimiser les opérations.

Les échanges avec les équipes de MUMI ont permis d'aborder les enjeux de compétitivité du secteur minier, les initiatives en faveur du contenu local, le développement des compétences nationales et les actions menées pour concilier performance industrielle et responsabilité environnementale.

Cette visite a illustré le rôle majeur de Mutanda Mining dans la consolidation de la filière minière congolaise et a permis aux participants d'apprécier les défis et les opportunités qui accompagnent le développement d'une exploitation minière de classe mondiale.



Visite de la Ferme Agropastorale Kaumba

Dans le cadre du Katanga Business Meeting (KBM) 2026, les participants ont visité la Ferme Agropastorale Kaumba, modèle de développement intégré illustrant le potentiel du secteur agricole en République démocratique du Congo. Cette immersion a permis de découvrir ses activités de production végétale, d'élevage et de diversification agricole, contribuant à la sécurité alimentaire et à une agriculture durable. Les échanges ont porté sur la modernisation, la mécanisation, l'amélioration des rendements, la transformation locale et les opportunités d'investissement dans les chaînes de valeur agroalimentaires, ainsi que sur le développement des compétences.



Visite du Site Minier de Kamoto Copper Company (KCC)

À Kamoto Copper Company (KCC), les participants ont pu découvrir de manière concrète le fonctionnement d'un site majeur dédié au cuivre et au cobalt en RDC. La visite des installations leur a permis d'appréhender les processus miniers et métallurgiques ainsi que les solutions technologiques utilisées pour améliorer l'efficacité des opérations. Les échanges avec les équipes de KCC ont également permis d'aborder plusieurs enjeux liés au développement du secteur, notamment la valorisation des compétences locales, le contenu local, la protection de l'environnement et les perspectives d'évolution de l'entreprise.



LES EXPOSANTS



Activa Assurances RDC est une société d'assurance privée agréée par l'ARCA (Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances) en République démocratique du Congo.



Africell a rapidement conquis le marché de la RDC, depuis son lancement en 2012 et à ce jour son réseau est implanté à Kinshasa, Katanga, Kasai central et à l'Est de la RDC, offrant ainsi un rapport qualité/prix imbattable. Nos tarifs sont les moins chers du pays.



AFRISSUR est une société d'assurances Vie qui a pour objectif d'avoir un impact positif sur les populations en construisant un système d'assurance inclusif et unique en RDC. Afrissur est un projet novateur dont l'objectif est de donner du sens à l'assurance et a pour ambition d'être leader sur son marché.



Air Congo S.A. est la Compagnie aérienne nationale de la République démocratique du Congo. Lancée le 1^{er} décembre 2024, elle a comme hub l'Aéroport international de Kinshasa-Ndjili. Elle est détenue à 51% par l'état congolais et à 49% par Ethiopian Airlines.



Alfred H Knight propose des services indépendants d'analyse et d'inspection pour les métaux, minéraux et combustibles solides, reconnus pour leur expertise, leur professionnalisme et leur maîtrise de la pesée, de l'échantillonnage et des analyses rigoureuses.



ALPHA SECURITY & CONSULTING SARL est une société de sécurité basée à Lubumbashi et Kinshasa et opérant sur le territoire national. Ses services sont principalement dédiés aux VIP, CORPORATE & MINING.



La mission de l'agence est la promotion de l'entrepreneuriat national au moyen de l'information et de la formation théorique et pratique.



Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI) organe conseil du gouvernement congolais en matière de promotion des investissements et de l'amélioration du climat des affaires.



Auto Lubumbashi est une entreprise dynamique basée à Lubumbashi, spécialisée dans la fourniture de pièces automobiles, d'équipements industriels, d'outillage et de solutions logistiques. Elle accompagne les secteurs minier, de la construction et commercial en proposant des produits fiables.



ARE en sigle, est un établissement public à caractère administratif doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie administrative et financière. Elle organise et veille à la promotion de la compétitivité et de la participation du secteur privé dans toutes les activités de l'électricité.



Azuris est une société spécialisée dans le nettoyage professionnel et la maintenance.



La Bank of Africa RDC (BOA-RDC) est une filiale du Groupe Bank of Africa, détenue majoritairement par la BMCE Bank du Maroc. Établie en RDC depuis 2010, elle opère comme une banque commerciale universelle au service des particuliers, des PME et des grandes entreprises.



Créée en 2010, BGFIBank RDC est l'unique banque triplement certifiée en RDC, accompagnant les entreprises, investisseurs et particuliers, avec des solutions de financement structurées et sur-mesure.



Block Master & Construction, fondée en 2023, est spécialisée en construction et supply. Elle réalise des bâtiments et industriels, et fournit des matériaux, équipements, pièces et intrants miniers. Active à Kolwezi et Likasi, l'entreprise offre expertise, qualité et solutions adaptées aux exigences.



Fabrication et vente d'immobiliers, des cuisines, chambres, meubles de bureaux et autres décorations de la maison.



Nous sommes spécialisés dans la fourniture de solutions intégrées contre les risques. Nos solutions de sécurité rentables visent à atténuer les risques et à permettre aux organisations d'atteindre leurs objectifs. Nous adaptons nos solutions pour répondre à des besoins uniques, créant ainsi un environnement sûr dans lequel opérer.



Belej-Consulting se consacre à offrir des logiciels sur mesure avec comme cœur du métier des solutions dédiées aux opérations Import/Export. Nous accompagnons les sociétés minières, les importateurs et transporteurs dans la digitalisation et le suivi de leur flux.



Fondée en 1925, la Brasimba est une entreprise brassicole congolaise, filiale du Groupe Castel. Elle produit et vend des bières, des boissons gazeuses, ainsi que de l'eau. Elle possède aujourd'hui 2 sites de production : Lubumbashi et Béné mais aussi 9 centres de distributions dans le pays.



Le Bureau Wallonie-Bruxelles représente les gouvernements de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, des francophones bruxellois et accompagne les projets dans les secteurs de : l'agriculture, la culture, la formation, l'art, l'entrepreneuriat, l'enseignement universitaire.



Canal+ Advertising est la régie publicitaire panafricaine numéro 1. La mission est de commercialiser les espaces publicitaires des différentes chaînes du groupe Canal+ International et de ses partenaires.



Le Centre d'Expertise, d'Évaluation et de Certification (CEEC) est l'autorité officielle de certification des substances minérales précieuses, semi-précieuses et autres minerais en République Démocratique du Congo.



Principalement distribution officielle et exclusive automobile des marques : Suzuki Peugeot et Toyota Service après-vente : entretien, réparations : pièces d'origine. Présent à Lubumbashi Kolwezi et Kinshasa



La Chambre des Mines fédère les entreprises opérant dans l'ensemble des filières minières de la République Démocratique du Congo. Elle agit comme plateforme de concertation, de représentation et de structuration du secteur minier.



Chemaf SA est une société minière basée dans la Province du Haut-Katanga et également dans la Province du Lualaba.



Manufacturing and Mining Supply. Hotel & Restaurant & Boardroom & house decor.



La CTCPM (Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière) est l'organe technique de conseil et d'études du Ministère des Mines de la République Démocratique du Congo (RDC).



La Direction des Impôts du Lualaba (DIL) joue un rôle essentiel dans la vie économique et administrative de la province du Lualaba. Bien plus qu'un organe de perception, la DIL est une institution publique fondée sur l'équité, la modernisation et la redevabilité.



La DRNOFLU est la Direction des Recettes Non Fiscales du Lualaba. C'est le service public officiel chargé de collecter les taxes, droits et redevances non fiscaux pour le compte de la province du Lualaba, en République Démocratique du Congo.



Ecobank RDC SA est une filiale du groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain du secteur privé. Soucieux de contribuer de manière efficace à l'économie nationale, nous proposons, depuis plus de 15 ans une gamme complète de services et de solutions financiers à nos clients de la Banque.



Eden Services SARLU est une entreprise multi sectorielle basée à Kolwezi, engagée dans l'amélioration du cadre de vie. A travers Eden Spa, Immobilier, Assainissement, Construction, Event, B studios, B studios Music, elle propose des solutions innovantes en urbanisme, bien être et communication.



EGC, Filiale de la Gécamines, a été créée en 2019 par décret de l'Etat congolais. Elle détient le mandat exclusif d'acheter, de traiter et de commercialiser les minerais stratégiques issus de l'exploitation minière artisanale en RDC, notamment le cobalt, le coltan et le Germanium.



El Family SARL est une entreprise congolaise spécialisée dans la fabrication de produits de nettoyage et d'hygiène (industrielle et domestique), ainsi que dans les services de nettoyage professionnels.

LES EXPOSANTS



Agence belge de coopération internationale. Elle vise le développement durable via des interventions de coopération au développement. Active en RDC depuis 2011, la coordination Haut-Katanga/Lualaba intervient dans les domaines de formation : emploi décent, entrepreneuriat, éducation de base, etc.



Equity Banque Commerciale du Congo est une banque commerciale en République démocratique du Congo. Il s'agit d'une fusion entre Equity Bank Congo, anciennement ProCredit Bank DR Congo, et la Banque Commerciale du Congo.



ERG Africa (Eurasian Resources Group) est un acteur majeur du secteur minier en République Démocratique du Congo (RDC), spécialisé dans la production de cuivre et de cobalt.



Expatman SARLU est une société spécialisée dans l'accompagnement aux sociétés étrangères et expatriées en République Démocratique du Congo. Facilitation dans l'obtention des documents administratifs : visa, carte de travail, carte de résidence, régime de placement de la main d'œuvre étrangère, etc.



La Fédération des entreprises du Congo constitue à la fois la chambre de commerce et d'industrie et la principale organisation patronale de la République démocratique du Congo.



Firstbank DRC SA, filiale de Firstbank of Nigeria, qui depuis 1994 et grâce à son expertise internationale et une connaissance approfondie du marché congolais, propose des solutions financières sur mesure et s'engage à offrir une valeur durable.



Le FOGEC a pour mission de faciliter l'accès au financement bancaire pour les très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) ainsi que pour les entrepreneurs individuels en République Démocratique du Congo, qui font face à des difficultés pour offrir les garanties.



Le FONAREV (Fonds National des Réparations des Victimes de violences sexuelles liées aux conflits et des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité) est un établissement public de la République Démocratique du Congo, créé en 2022. Il est chargé d'identifier et d'indemniser (réparation médicale, psychologique, économique) les victimes de conflits armés.



La Fondation Malaika promeut l'éducation des filles et le développement communautaire. Elle offre une école gratuite, un centre communautaire et des programmes d'accès à l'eau, la santé, la technique et au sport pour le bien collectif.



La Fondation Marie-Natacha Masuka est une organisation à but non lucratif dédiée exclusivement au développement de l'entrepreneuriat inclusif et durable.



La Générale des Carrières et des Mines (GECAMINES SA) tire ses origines de l'Union Minière du Haut Katanga (UMHK) créée par décret royal n° 1473/444 du 28 octobre 1906 du Roi Léopold II qui a été nationalisée en 1967 par les pouvoirs publics.



Acteur clé du développement en RDC depuis 1922, GFI - Groupe Forrest International intervient dans la construction, l'électricité, l'industrie, la santé et l'agroalimentaire. Fort de son expertise et de son ancrage local, le groupe bâtit des solutions durables et au service de l'avenir.



La GIZ oeuvre dans le monde entier pour un avenir digne d'être vécu. Ensemble avec nos partenaires, nous créons des opportunités et améliorons durablement les conditions de vie des populations. Grâce à nos réseaux, nous transformons les agendas internationaux en actions concrètes.



Good Time Steel (GTS) est une entreprise multi-nationale exerçant dans les domaines de construction et des structures métalliques ainsi que la vente des matériaux de construction de tout genre.



Les domaines d'expertise du Group TIA: Conseil et assistance juridique; Mise en conformité; Gestion des contentieux administratifs (douaniers, fiscaux et parafiscaux); Comptabilité, audit et fiscalité; et Solutions RH : recrutement, placement du personnel, payroll et formation.



Spécialisée dans la gestion RH, le conseil juridique dans divers domaines liés à la création et gouvernance d'entreprises ainsi que le coaching et les formations dans différents domaines : Ressources Humaines, Administration du personnel, Gestion de la paie, Fiscalité de la paie, Gestion documents.



L'INPP propose des formations dans divers métiers (techniques, informatiques, mécaniques, etc.) pour répondre aux besoins du marché du travail. Vous pouvez en savoir plus en visitant le site officiel de l'Institut National de Préparation Professionnelle.



ISO SHERQ Holdings gives a one stop shop for all SHERQ Requirements. Safety trainings, ISO management systems development, implementation, maintenance and 3rd Party auditing. Personal protective equipment, safety, road, specialized signs and banners according to your needs.



Situé dans la ceinture de cuivre d'Afrique centrale, le projet a débuté la production commerciale en juillet 2021 et a été considérablement étendu avec la mise en service réussie du concentrateur de phase 3 en août 2024, positionnant ainsi Kamoa-Kakula comme un producteur de cuivre de classe mondiale à longue durée de vie.



Kamoto Copper Company (KCC) est une entreprise minière de renommée mondiale qui produit de manière responsable du cuivre et du cobalt, des ressources essentielles pour améliorer et moderniser notre mode de vie.



Kipushi Corporation, coentreprise entre Ivanhoé Mines et Gécamines. Leader du marché mondial du zinc, grâce à l'exploitation du gisement de zinc-vivre-germanium le plus riche au monde et au partage de la valeur avec les habitants de Kipushi et de la RDC. Excellence, collaboration et respect.



Kiswishi est un développement urbain planifié de 4400 hectares par Ren-deavour, idéalement situé sur le long de la N1, à seulement 15 minutes de l'aéroport de Luana. Cette zone économique spéciale à usage mixte intègre des zones résidentielles, commerciales et industrielles.



Le Groupe La Trêve est un groupe d'entreprises de confiance, dynamique et avant-gardiste situé en République démocratique du Congo, dédié à la fourniture de solutions d'ingénierie et industrielles exceptionnelles.



Boutique d'habillement de qualité.



Liquid Intelligent Technologies est une entreprise du groupe technologique panafricain Cascada Technologies, un ONE-STOP-SHOP qui vous permet de connecter vos business et d'y rester connecté. Nous sommes opérationnels dans 14 pays dont la RDC qui est au cœur en reliant l'Est à l'Ouest de l'Afrique.



Loxea est une filiale du groupe CFAO, leader panafricain des solutions de mobilité B2B et B2C, présent dans 23 pays africains et représentant la marque AVIS en RDC. Loxea propose des solutions de mobilité à forte valeur ajoutée via l'outil de gestion de flotte Connect, ainsi que de la location.



LPL - Ecole Belge de Kolwezi est une école internationale à programme belge dynamique qui propose un enseignement de qualité et ce, dès la section maternelle.



La Boutique Maison Malkia, distributeur agréé Vlisco unique dans la Province du Lualaba offre des pagnes authentique Vlisco haut de gamme ainsi qu'un atelier de couture. Maison Malkia célèbre l'élégance africaine à travers des pagnes d'exception.



Mayfair Insurance est une compagnie d'assurance panafricaine, forte de 20 ans d'existence et présente en RDC depuis 6 ans. Nous protégeons particuliers et entreprises avec des solutions fiables, adaptées et accessibles.



Mutanda Mining S.A.R.L (MUMI) est un producteur de cuivre et de cobalt basé en République démocratique du Congo, à environ 40 km à l'est de la ville de Kolwezi, dans la province du Lualaba. MUMI exploite trois mines à ciel ouvert qui alimentent en minerai nos installations de production de cuivre et de cobalt.

LES EXPOSANTS



Mining Engineering Services (MES) part of the Vinmart Group has operated in the DRC since 2010 as a leading EPCM contractor. MES provides end-to-end engineering solutions, manufactures mining-related products, and runs advanced plants, supporting sustainable growth in the mining sector.



Expert en construction et en gestion immobilière, Modern Construction bâtit le futur de la capitale depuis 16 ans. Nous présentons des projets immobiliers alliant design innovant, rendements attractifs et sécurité juridique.



Naïsa Engineering SARL est un cabinet d'ingénierie civile, d'architecture et de construction basé à Kolwezi, dans la province du Lualaba en République démocratique du Congo



Maisons Super Development is a leading real estate development company in the DRC, pioneering innovative residential, commercial and industrial projects across the country. We develop, construct, sell and rent properties, while also delivering high quality construction services for clients.



Novotel est une marque hôtelière internationale de milieu de gamme supérieure (4 étoiles), appartenant au groupe Accor. Fondée en 1967 à Lille, en France, elle s'adresse aussi bien aux voyageurs d'affaires qu'aux familles.



Nous sommes un établissement public de l'emploi qui régle le marché du travail en RDC.



Certifié ISO9001 2015, Orange RDC accompagne la transformation digitale des entreprises congolaises avec des solutions innovantes : connectivité haut débit, cloud, cybersécurité, data center, M2M/IoT, services financiers et les réseaux privés mobiles pour l'automatisation des opérations minières.



Orange Corners RDC est une initiative du Royaume des Pays-Bas en RDC qui accompagne des jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 35 ans résidant à Kinshasa, Goma et Kolwezi. Le programme est exécuté par Ingenious City en partenariat avec La Création Hub à Kolwezi et Wakisha Holdings à Goma.



Panaco est une entreprise qui fournit et installe du matériel électrique et mécanique en RDC depuis 1981. Leader en énergie, Panaco travail tant en résidentiel qu'en industriel.



Depuis 2011, nous sommes l'un des principaux fournisseurs de solutions commerciales et industrielles d'énergie solaire et renouvelable à travers l'Afrique. Nous avons fourni des solutions électriques fiables et abordables dans 12 pays, soutenues par des équipes opérationnelles au Nigeria, au Kenya, en Sierra Leone et en RDC.



RAWBANK est la banque leader en République démocratique du Congo (RDC). Fondée en 2002, elle se positionne aujourd'hui comme une institution moderne avec une vision axée sur l'innovation et l'inclusion financière.



Société d'assurance engagée à offrir des solutions fiables et innovantes pour protéger les particuliers et les entreprises en RDC. Leader du secteur des assurances depuis la libéralisation du marché privé, elle propose des produits et services en assurance vie et risques divers.



Safricode est un développeur immobilier basé à Kinshasa, spécialisé dans la réalisation de projets résidentiels et commerciaux modernes.



Schoolap SARL est une entreprise Edtech offrant des solutions aux entités éducatives et gouvernements pour une gestion pédagogique, financière et administrative optimale. Nos solutions prennent la bonne gouvernance des entités afin de prendre les meilleures décisions et laisser un impact positif.



Securico SARL est une société de droit congolais spécialisé dans le gardiennage, sécurité industrielle et des services.



SGS est leader mondial de l'inspection, la vérification, les tests et la certification. SGS exploite un réseau de plus de 1650 bureaux et laboratoires à travers le monde.



SMART CONSULTING SARL est un cabinet de Fiscalité ; d'Expertise comptable et d'Audit.



SMICO SA, une microfinance à capital belge-congolais agréée par la Banque centrale du Congo depuis 2010. Elle offre des services et produits d'épargne de crédits, de messagerie financière, d'assurances et d'éducation financière avec un visé sur les creuses et les coopératives minières.



South African Airways est la compagnie aérienne nationale sud-africaine offrant des services fiables de transport de passagers et de fret. Elle se distingue par son hospitalité africaine, la qualité constante de ses services et son réseau reliant l'Afrique au Monde avec sécurité et confort.



Standard Bank RDC est une banque de financement et d'investissement de référence opérant en RDC depuis 1992. Nous faisons partie du Standard Bank Group, le plus grand groupe bancaire d'Afrique, présent dans plus de 20 à 21 pays africains.



SUNU Assurances est la marque commerciale des filiales d'assurance du Groupe SUNU, une importante entreprise panafricaine de services financiers.



Température est une agence de publicité et communication offrant un éventail de services : Panneaux publicitaires, impressions et différents supports de communication et gadgets.



Exploitation minière du cuivre et du cobalt. Exécution d'un cahier des charges quinquennal de plus de 31 millions USD. Contributeur majeur au Trésor public. Un personnel de près de 20 mille travailleurs.



TMW SARLU is a full service engineering partner in the DRC, delivering electrical, mechanical, and instrumentation solutions. With experience in turnkey LV-HV projects and strong OEM Partnerships. TMW provides high quality products and reliable technical support to the mining and industrial sectors



Banque universelle, la TMB est la banque de proximité de la RDC. Notre mission est de soutenir nos clients dans la réalisation de leurs ambitions, et permettre ainsi aux personnes, sociétés et communautés de grandir et de prospérer.



L'Union Africaine de Commerce (UAC) vend des meubles, des appareils électroniques, de l'électroménager et du matériel solaire en République démocratique du Congo.



UBA RDC est la filiale du groupe UBA présent dans 20 pays en Afrique et aux USA, en France, à Dubaï et au Royaume-Uni. En RDC, UBA existe depuis 2011 et est présente à Kinshasa, Matadi, Lubumbashi et Kolwezi.



Unity Beverages SARL ; C'est une entreprise basée à Lubumbashi, connue avec sa marque d'eau potable «Zongo» qui est de l'eau de très bonne qualité consommée à Lubumbashi, Kolwezi et Likasi.



Principal fournisseur africain d'infrastructures numériques interconnectées et de services réseau gérés, l'entreprise accompagne hyperscalers, opérateurs cloud, fournisseurs de contenus et télécommunications. Exclusivement grossiste, elle a révolutionné la connectivité à très grande échelle sur le continent africain tout entier.



Spécialisés dans l'assistance médicale tant nationale (Pol. Galien) qu'internationale (MIA), nous accompagnons les entreprises dont les patients nécessitent des soins de pointe. Nous organisons leur évacuation vers la Belgique et prenons en charge l'ensemble du parcours : admin., médical, logistique...

LES EXPOSANTS

AMIRA GROUP



Le capita HR Solutions est une société à responsabilités limitées, créée en vue de remédier aux besoins criant en matière de Ressources Humaines qu'enregistrent les sociétés dans ce domaine.

BARHAK'ART SERVICES



Le Centre de Formation Ujana (Académie de football Ujana) est l'une des plus grandes écoles et académies de football de la République démocratique du Congo, située à Kinshasa.



Nous sommes un fabricant leader de fils & câbles, conducteurs et solutions de produits en cuivre nu en République Démocratique du Congo (RDC), guidé par l'ingénierie de précision et un engagement envers l'excellence.



CRDB Bank DR Congo S.A. est une banque commerciale à part entière établie à Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga en République démocratique du Congo. Elle a commencé ses opérations en 2023.



La direction générale des Impôts de la République démocratique du Congo est le service public dont la mission est de percevoir les impôts qui sont des prestations pécuniaires exigées des contribuables sans contrepartie au profit du trésor public congolais.



DEV SOLAIRE intervient dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à travers la vente, l'installation, la maintenance, le service après-vente (réparation, entretien, dépannage) des équipements solaires, mais aussi dans la vente des appareils électroniques et électro-ménagers solaires.



Une entreprise multidisciplinaire spécialisée en Solutions d'affaires et vise à rajouter de la valeur aux entreprises œuvrant dans différents secteurs d'activités. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour comprendre leurs défis et leur proposer des solutions personnalisées adaptées à leurs objectifs.



GPM SARL, est une entreprise congolaise créée en 2026, est spécialisée dans le commerce général, la prestation de services. Forte de plus de 20 ans d'expérience, GPM SARL s'engage à fournir des produits et services de qualité, adaptés aux besoins de ses clients et partenaires.



LA MONS INTERNATIONAL



L'Ecole Française SC a ouvert ses portes en septembre 2023. Notre mission première est de fournir une éducation de qualité, basée sur des méthodes d'enseignement modernes et novatrices, tout en respectant les normes éducatives internationales. Nous aspirons à former des citoyens du monde compétents, créatifs et responsables, capables de relever les défis du XXIe siècle.



Microcom est une entreprise de télécommunications et de technologies détenue à 100 % par des capitaux congolais, avec plus de quatre décennies d'expérience dans la connexion des entreprises, institutions et communautés à travers la République démocratique du Congo.



L'Ordre National des Experts-Comptables : un groupement professionnel fiable au service du développement de l'économie et de la prospérité de la République Démocratique du Congo.









LE TEMPS DES RENCONTRES





CEUX QUI FONT LE KBM

MEMBRES DU GOUVERNEMENT



S.E.M. Daniel Samba Mukoko

VPM en charge de l'Économie
R.D.Congo



S.E.M. Ferdinand Massamba Wa Massamba

Ministre national de l'emploi,
R.D.Congo



S.E. Mme Fifi Masuka Saini

Gouverneur du Lualaba

AUTORITÉS PROVINCIALES



S.E.M. Jeffrey Masuka Saini

Ministre Provincial des Transports,
Voies et Communication, Energie,
Industrie, Hydrocarbure et
Tourisme du Lualaba



S.E.M. Moïse Mukepe Kahilu

Ministre Provincial des Infra.
et TP, Urbanisme, Habitat et
Aménagement du Lualaba

AUTORITÉS ÉTRANGÈRES



S.E.M. Keoagile Atamelang

Vice-ministre des transports
et infrastructures du Botswana



S.E.M. Miguel da Costa

Ambassadeur d'Angola en
R.D.C.

ENTREPRISE PUBLIQUES, AGENCES ET SERVICES SPÉCIALISÉES DE L'ÉTAT



M. Damien Twambilangana Mukongo

Directeur Général Adjoint ANSER



M. Eric Kalala

DG EGC



Prof. Dieudonné Louis Tambwe Kasong'a Mwimba

Coordonnateur de la CTCPM



Mme Soraya Aziz Moto

DG A.R.E

ENTREPRISES PRIVÉES



M. Kassongo bin Nassor

Président de la chambre des mines FEC



M. Paul Obambi Jr

Directeur Général Sapro Mayoko sa



M. Malick Fall

Directeur pays IFC



Mme Marie-Chantal Kaninda

Présidente Glencore RDC



M. Mark Davis

C.E.O Glencore Copper Africa



M. Ndimi Bodika

Senior Project manager (Electricity) Ivanhoe Mines DRC SARL



Mme Oosthuizen Annebel

Directrice Générale Kamoa copper SA



M. Germain PUNGWE

Président FEC Lualaba



M. Davron Vakhabov

CEO ERG Africa



Mme Arlette Mboyo

Associée Gérante Akili Consulting



M. Adrien Fariala

Responsable de l'Energie, ERG Africa



M. Padou Kasela

Directeur Provincial de la FEC



Mme Noella Coursaris Musunka

Fondatrice & CEO de Malaika



M. Gaetan LUABEYA

DGA Kipushi Corporation



M. Brutus Sadou Diakité

DG Orange RDC



M. Louison Kiyombo

Directeur Général KPMG

CEUX QUI FONT LE KBM

ENTREPRISES PRIVÉES



M. Yannick Mbiya

DG Trust Merchant Bank



M. Nicolas Gregoir

Directeur de l'exploitation
Lobito Atlantic Railway



M. Jean-Pierre Thumba

CEO Expatman



Mme Sivi Malukisa

Fondatrice & Présidente
Manitech Congo sas



M. Lorenzo Giacomini

Chef de Programme Enabel



Mme Yvonne Chika

Fondatrice & DG Hodari



M. John Woto

DGA, Tenke Fungurume
Mining



M. Bob Bononge

CEO Cover Insurance



M. Pierre Proesman

Associé, DALDEWOLF



Mme. Magali Mukendi Bony

Responsable du
développement commercial,
TMB



M. Hugo Sinza

Directeur des Relations
Extérieures Tenke Fungurume
Mining



M. Blaise Mbatshi

Associé directeur, BDO RDC



M. Gaetan LUABEYA

DGA Kipushi Corporation



M. Christos Loannou

Directeur Ventes et
Logistique, Kamoa Copper
SA



M. Daniel Saka

Conseiller près la Direction
Générale, Entreprise
Générale du Cobalt



M. Frederic Sese

Commercial Partnerships chez
Glencore Copper Africa

MODÉRATEURS



M. Henri Désiré N'ZOUZI

Global Speaker, Consultant
Média & Diplomatie



Prof. Jean-Marc Kilolo

Économiste



Joice Etutu

International Journalist & Strategic
Communications Specialist



M. Patrick Gaincko

Founder Olive People



Mme Audrey Mbwinda

Directrice de communication
Kamoa Copper S.A.

NOS AMBASSADEURS, REFLET D'UN KBM QUI GRANDIT

Le KBM grandit, et avec lui, son réseau d'Ambassadeurs.

Ils sont désormais cinq à porter les valeurs et la vision du KBM tout au long de l'année. Issus d'univers complémentaires entreprise, finance, mines, droit et énergie ils incarnent la diversité des expertises qui façonnent aujourd'hui notre économie.

Plus qu'un rôle de représentation, leur engagement crée des passerelles, rapproche les acteurs et nourrit les réflexions qui permettent au KBM d'évoluer, année après année.

L'élargissement de ce cercle témoigne aussi du chemin parcouru par le KBM : un forum devenu une communauté d'influence, de dialogue et d'action, dont les connexions dépassent désormais largement les quelques jours de l'événement.

À nos cinq Ambassadeurs, merci de faire vivre le KBM toute l'année et de contribuer à élargir son horizon.



**Hon. Checain Malandji
Nswana**

Député National de la
circonscription de Lubumbashi



M. Yannick Mbiya

DG Trust Merchant Bank



M. Éric Kabila

Associé Trade service
Président commission duanes
chambre des mines FEC



Me. Jules Tabu

Avocat près la cour d'appel
du Haut Katanga chez Jules
Tabu & Associés



M. Éric Monga

Fondateur et Directeur
Général, Kipay Energy

PRÊT **72**

Seulement chez BOA !

**RÉPONSE EN
72 HEURES**

**GARANTIES
ALLÉGÉES**



**ENTREPRISE
GÉNÉRALE
DU COBALT**

**LE NOUVEAU STANDARD DE
L'EXPLOITATION ARTISANALE DES
MINÉRAIS STRATÉGIQUES CONGOLAIS**

TRAÇABILITÉ | RESPONSABILITÉ | PERFORMANCE

Du puits aux marchés internationaux, EGC construit une chaîne d'approvisionnement souveraine, traçable et conforme aux standards internationaux.

Première entreprise congolaise à exporter du cobalt par le corridor ferroviaire de Lobito.



Fin avril 2026

Cobalt métal :

4.125 tonnes produites, dont **2.731** exportés

Cuivre cathodique :

1.585 tonnes produites, dont **1.175** exportés

Cluster Gouvernance Minière de la GIZ RDC



Financé par
l'Union européenne



giz



K3M

KOLWEZI DU 20 AU 22 MAI 2026



#Pour un secteur minier
responsable, transparent et
créateur de valeur durable
en RDC

giz

K3M
CONCUL POUR LES CONNEXIONS EN RDC
KOLWEZI DU 20 AU 22 MAI 2026

20 - 22 MAI 2026
KOLWEZI

LOXEA

SPÉCIALISTE DE LA LOCATION DE VEHICULES.

DES VOITURES DISPONIBLES POUR :

✓ 1 JOUR

✓ PLUSIEURS
SEMAINES

✓ PLUSIEURS
MOIS



RÉSERVEZ VOTRE
VEHICULE
DÈS AUJOURD'HUI



HILUX

AVIS

LOXEA
new mobility solutions

Plus d'informations/Réserver ici

cloxeaaavisrdc@cfao.com

+243 852 808 811 | KINSHASA
+243 852 425 971 | LUBUMBASHI

REMERCIEMENTS

Merci à tous les participants,

Nous vous adressons nos sincères remerciements à l'ensemble de nos partenaires pour leur contribution à la 7^{ème} édition du KBM. Leur engagement, leur confiance et leur présence ont largement participé au succès de cet événement. Grâce à eux, le KBM continue de grandir et d'inspirer des collaborations porteuses pour le développement économique de notre région. Leur contribution a été précieuse et restera marquante dans le bilan de cette édition.



Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à la Province du Lualaba et à Madame la Gouverneure, S.E. MME Fifi Masuka Saini pour leur soutien indéfectible et leur engagement constant à nos côtés.

Grâce à leur accompagnement, le KBM continue de grandir et de s'imposer comme un rendez-vous incontournable, favorisant les échanges de haut niveau et la création de véritables opportunités économiques. Leur vision et leur implication sont des piliers essentiels qui permettent de bâtir, ensemble, l'avenir de notre région.

Au nom de toute l'équipe du KBM, merci pour cette précieuse collaboration et pour la confiance renouvelée à chaque édition.

L'équipe du KBM



SPONSORS OR



SPONSORS ARGENT



SPONSORS CUIVRE



SPONSORS PARTENAIRE





DESIGNED FOR CONNECTIONS IN D.R.C

8^{ÈME} ÉDITION

RENDEZ-VOUS
EN **2027**

KOLWEZI DU **19** AU **21 MAI**

**LE FORUM
D'AFFAIRES**

QUI CONVERTIT
LES OPPORTUNITÉS
EN **PARTENARIATS**



× CONFÉRENCES × NETWORKING × EXPOSITION

WWW.KBM-RDC.COM

✕ www.kbm-rdc.com

✕ info@kbm-rdc.com

✕ +243 826 435 332

 @katangabusinessmeeting

 @katangabusinessmeeting

 @kbmrhc

 @katangabusinessmeeting